



Baromètre de l'opinion publique arabe 2024-2025

(ARAB OPINION INDEX 2024-2025)

COMMUNIQUE DE PRESSE

Doha, le 06/01/2025

Le Centre arabe pour la recherche et les études politiques (ACRPS), basé à Doha, a annoncé le 6 janvier 2026 les résultats de la neuvième édition du Baromètre de l'opinion publique arabe 2024-2025 (AOI – Arab Opinion Index 2024-2025). Cette enquête, la plus vaste jamais réalisée dans le monde arabe, a couvert quinze pays : Mauritanie, Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Égypte, Soudan, Palestine, Liban, Jordanie, Irak, Arabie saoudite, Koweït, Qatar, ainsi que la Syrie, où l'ACRPS a mené pour la première fois une enquête de ce type depuis la chute du régime de Bachar al-Assad.

Le Baromètre de l'opinion publique arabe a pour objectif d'identifier et d'analyser les grandes tendances de l'opinion arabe sur les questions politiques, économiques et sociales. Entre octobre 2024 et août 2025, près de 40 130 entretiens en face-à-face ont été réalisés auprès d'échantillons représentatifs dans chaque pays, avec une marge d'erreur comprise entre $\pm 2\%$ et $\pm 3\%$. La mise en œuvre de cette enquête a mobilisé près de 1 000 chercheurs, plus de 413 000 heures de travail et plus d'un million de kilomètres parcourus sur le terrain.

- Cette édition 2025 se distingue par sa portée géographique, la diversité des thématiques et l'actualité des questions traitées. Les résultats sont présentés par pays et par région, selon quatre grandes zones géographiques :
- Maghreb : Mauritanie, Maroc, Algérie, Tunisie, Libye
- Vallée du Nil : Égypte, Soudan
- Mashreq : Palestine, Liban, Jordanie, Irak, Syrie
- Golfe : Arabie saoudite, Koweït, Qatar

Cette édition inclut pour la première fois une étude approfondie de la Syrie post-Assad, évaluant les sentiments des citoyens sur la chute du régime, les services de base, la sécurité, l'unité nationale et les préférences quant au type d'État souhaité. De même, une attention particulière a été portée aux zones de conflit et de crise, notamment Gaza, le Liban et le Soudan, en examinant l'impact des guerres sur la vie quotidienne, les déplacements forcés, l'accès aux besoins essentiels, et le stress psychologique ressenti par les populations.

Les résultats mettent en lumière des tendances nouvelles ou accentuées depuis les précédentes enquêtes :

- Opinion publique et démocratie : un soutien majoritaire à la démocratie et à un système politique pluraliste, bien que la participation politique reste limitée.
- Institutions et gouvernance : une confiance élevée dans l'armée et les institutions judiciaires, mais faible dans les parlements et les gouvernements, avec une perception persistante de la corruption.

- Économie et conditions de vie : une majorité de citoyens déclarent que leur revenu couvre à peine leurs besoins fondamentaux, et de nombreux ménages dépendent de transferts ou d'aides extérieures, à l'exception des pays du Golfe.
- Relations intra-arabes et Palestine : un consensus sur la menace que représentent Israël et les États-Unis pour la sécurité régionale, une opposition quasi unanime à la reconnaissance d'Israël et un fort soutien à la Palestine, y compris à l'action diplomatique et judiciaire de pays comme l'Afrique du Sud.
- Opinion sur les États-Unis : une perception globalement négative, surtout liée à la politique étrangère américaine et à l'impact de ces politiques sur la région et la Palestine, avec un recul notable dans la confiance accordée à la société américaine et dans la préférence pour les États-Unis dans des domaines tels que la médecine, l'éducation ou l'émigration.
- Internet et réseaux sociaux : un usage en forte hausse, avec 79 % des citoyens connectés et plus de 98 % présents sur les réseaux sociaux. Ces plateformes jouent un rôle central pour suivre l'actualité, les tendances et les influenceurs, bien que la confiance dans les informations diffusées reste limitée et varie selon les sources.

Le Baromètre de l'opinion publique arabe 2024-2025 fournit ainsi un panorama inédit et détaillé des perceptions, attentes et préoccupations des citoyens arabes, reflétant à la fois les évolutions sociales, économiques et politiques, ainsi que l'influence des crises régionales et des nouvelles technologies sur la vie publique.

Grâce à sa continuité et à sa rigueur méthodologique, l'AOI demeure une référence essentielle pour les chercheurs, les universitaires et les experts arabes et internationaux, offrant une base solide pour analyser les grandes tendances de l'opinion publique dans le monde arabe.

I : Conditions de vie

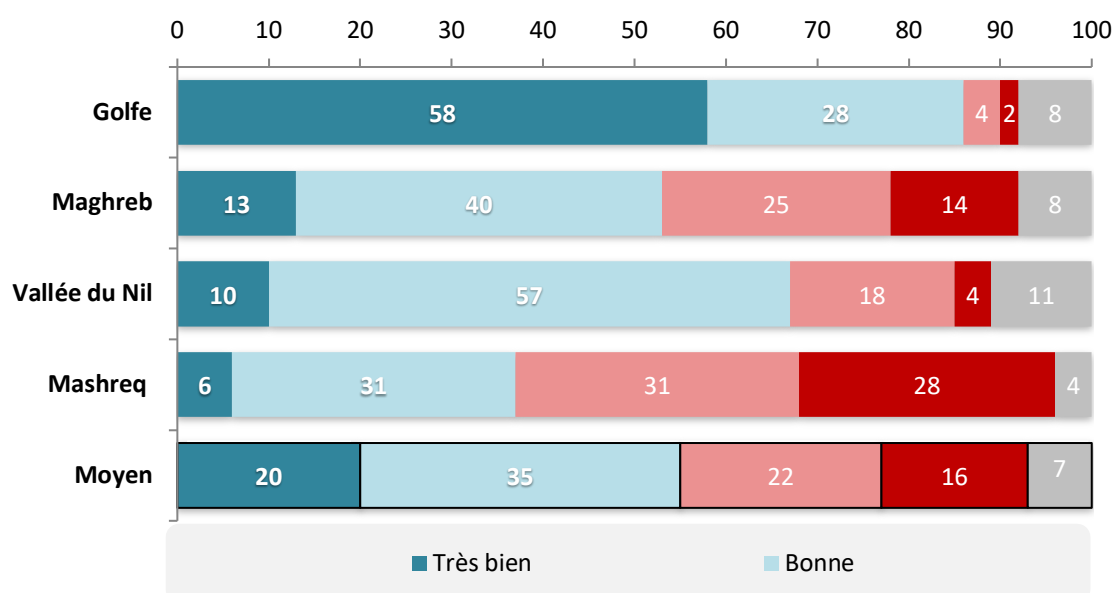
Les résultats révèlent un sentiment général d'optimisme parmi les citoyens arabes quant à la direction prise par leur pays. Dans l'ensemble, 57 % des personnes interrogées estiment que leur pays va dans la bonne direction, tandis que 37 % considèrent qu'il va dans la mauvaise direction.

Parmi ceux qui jugent que les choses vont mal, plusieurs raisons sont invoquées : 40 % pointent des facteurs économiques, 14 % évoquent des conditions politiques médiocres et instables, telles que les troubles politiques ou l'échec du système politique, 9 % dénoncent une mauvaise gestion ou des politiques étatiques inappropriées, et 7 % soulignent un manque général de stabilité.

À l'inverse, parmi les répondants qui estiment que leur pays va dans la bonne direction, 83 % ont précisé les raisons de leur opinion : 19 % ont constaté une amélioration de la situation dans leur pays, 15 % ont mis en avant la sécurité, 13 % ont attribué leur jugement à une bonne gouvernance, 7 % à une amélioration de la situation économique, 5 % à la stabilité politique, et 5 % à un sentiment général d'optimisme pour l'avenir.

Concernant l'évaluation de la situation politique globale, 55 % des personnes interrogées la jugent bonne ou très bonne, contre 38 % qui l'estiment mauvaise ou très mauvaise. Cette perception varie fortement selon les régions : 86 % des répondants dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) jugent la situation politique positive, tandis que ce chiffre est nettement plus faible dans d'autres régions, en particulier au Mashreq, où il n'atteint que 37 %.

Figure 1. Comparaison régionale des évaluations des répondants concernant la situation politique dans leur pays

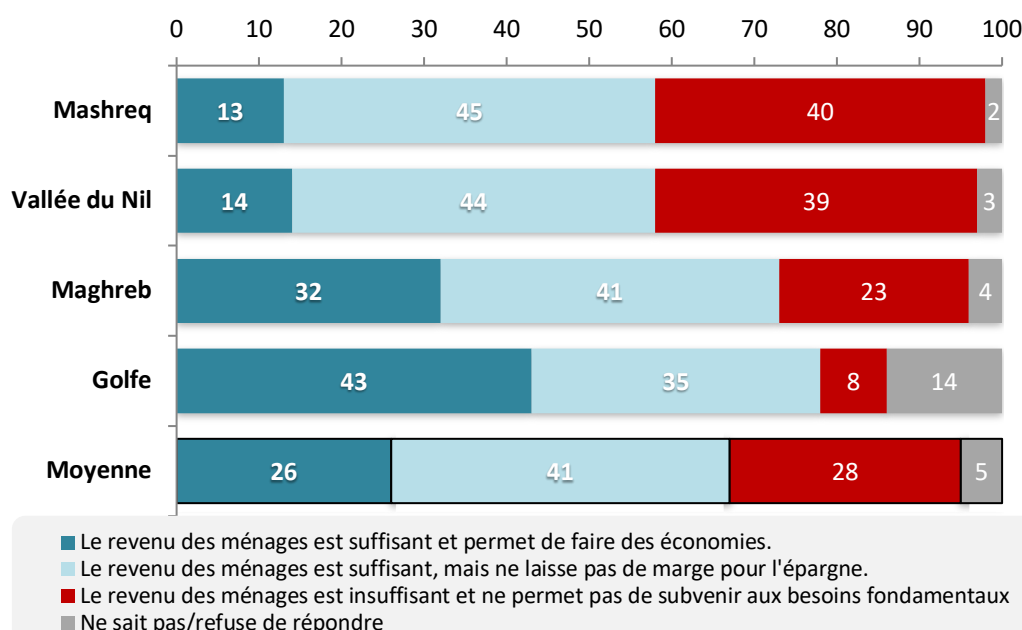


Les résultats de l'AOI révèlent que les conditions économiques restent largement insatisfaisantes pour les citoyens arabes. 41 % des personnes interrogées déclarent que le revenu de leur famille ne couvre

que les besoins fondamentaux, sans laisser de marge pour épargner, tandis que 28 % estiment que leur famille vit dans la pauvreté, le revenu ne suffisant pas à couvrir les besoins essentiels.

La majorité de ces familles en difficulté dépendent de l'aide ou des prêts pour subvenir à leurs besoins. À l'exception des répondants des pays du Golfe, la majorité des citoyens arabes vivent au jour le jour ou peinent à satisfaire leurs besoins fondamentaux.

Figure 2. Comparaison régionale de la suffisance des revenus des ménages déclarés par les répondants



II : Institutions étatiques et performance gouvernementale

Les résultats montrent que la confiance des citoyens arabes dans les institutions étatiques varie selon le type d'institution. Elle est élevée pour l'armée, les forces de sécurité et les institutions judiciaires, mais faible pour les pouvoirs exécutif et législatif. Les parlements ou conseils législatifs sont ceux qui inspirent le moins confiance, avec seulement 51 % d'opinions favorables.

L'évaluation de la performance gouvernementale en matière de politique étrangère, de politique économique et dans divers services publics est très partagée, reflétant globalement les résultats des enquêtes précédentes.

L'opinion publique s'accorde en revanche presque unanimement sur la prévalence de la corruption financière et administrative dans leur pays : 84 % des répondants estiment qu'elle est répandue à des degrés divers, contre seulement 11 % qui considèrent qu'elle n'est pas du tout répandue. Les données issues des neuf enquêtes menées depuis 2011 montrent que la perception de la corruption n'a pas changé de manière significative.

La perception de la corruption varie selon les régions : les citoyens du Mashreq sont les plus convaincus de son omniprésence, tandis que ceux des pays du Golfe sont les moins susceptibles de la considérer comme répandue.

En ce qui concerne l'égalité devant la loi, 40 % des répondants estiment que la loi est appliquée de manière égale pour tous les citoyens, 39 % pensent qu'elle favorise certains groupes selon leurs intérêts, et 18 % jugent que l'État n'applique pas du tout la loi de manière égale. Les personnes interrogées du Mashreq sont plus nombreuses que dans les autres régions à considérer que leurs institutions étatiques ne respectent pas l'égalité devant la loi.

Figure 3. Confiance des citoyens dans les principales institutions publiques (moyenne générale)

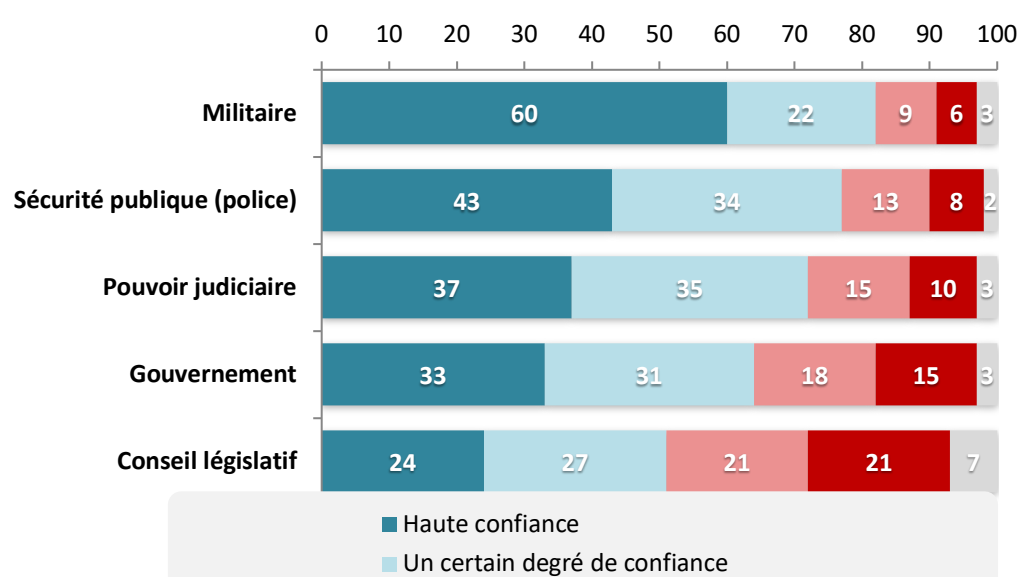


Figure 4. Comparaison longitudinale de l'opinion publique sur la prévalence de la corruption financière et administrative dans les pays des personnes interrogées

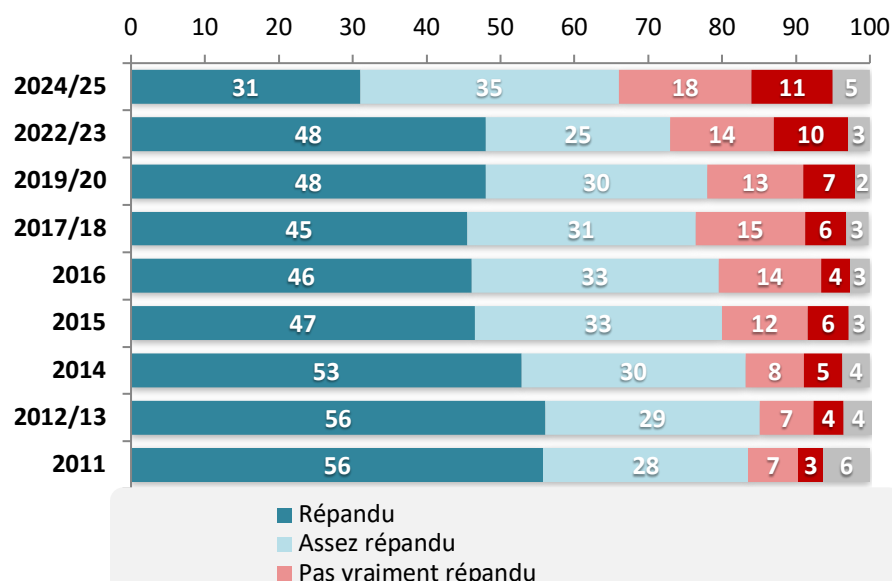


Figure 5. Comparaison longitudinale des évaluations des répondants quant à la mesure dans laquelle l'État applique la loi de manière égale

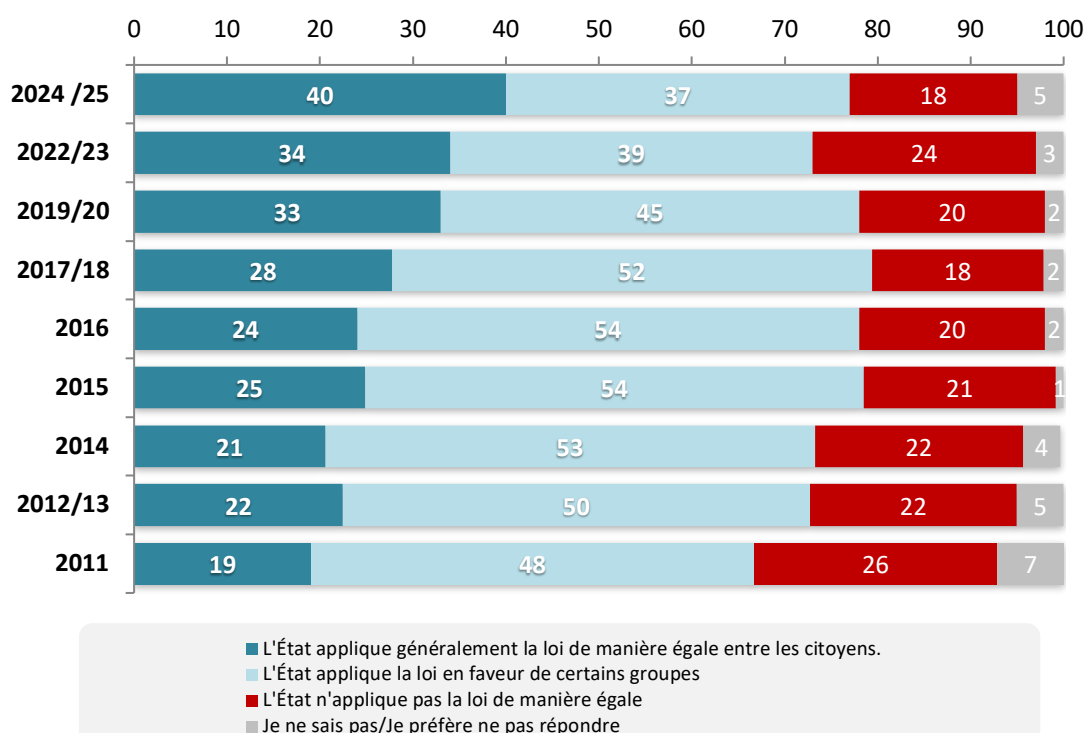


Figure 6. Indépendamment de votre degré d'accord ou de désaccord avec les politiques actuelles du gouvernement, laquelle des affirmations suivantes exprime le mieux votre point de vue sur l'État dans votre pays ?

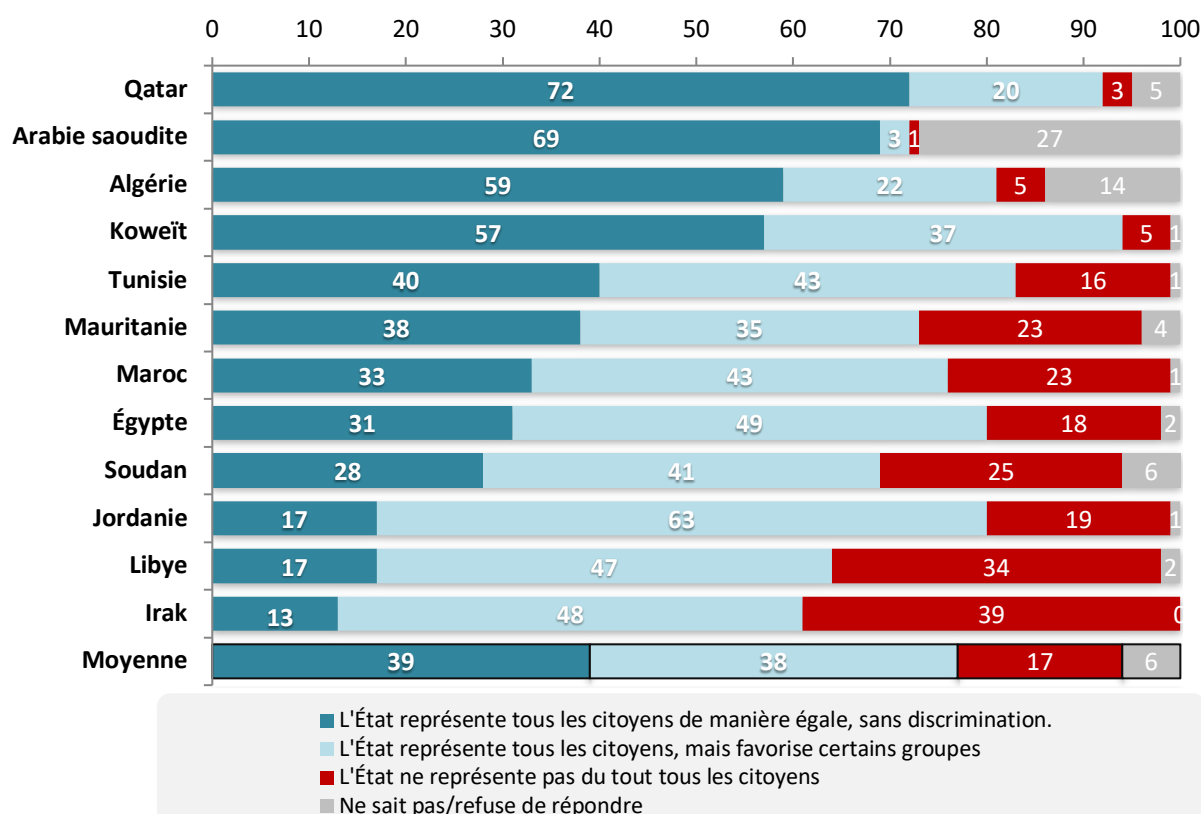
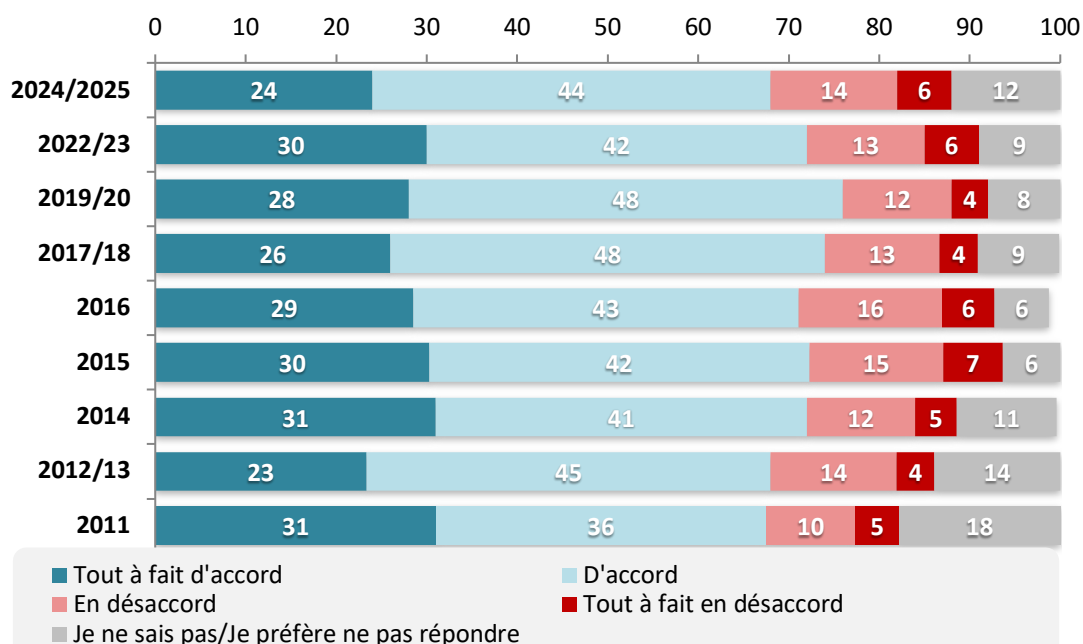


Figure 7. Laquelle des affirmations suivantes exprime le mieux votre point de vue sur le gouvernement de votre pays ?

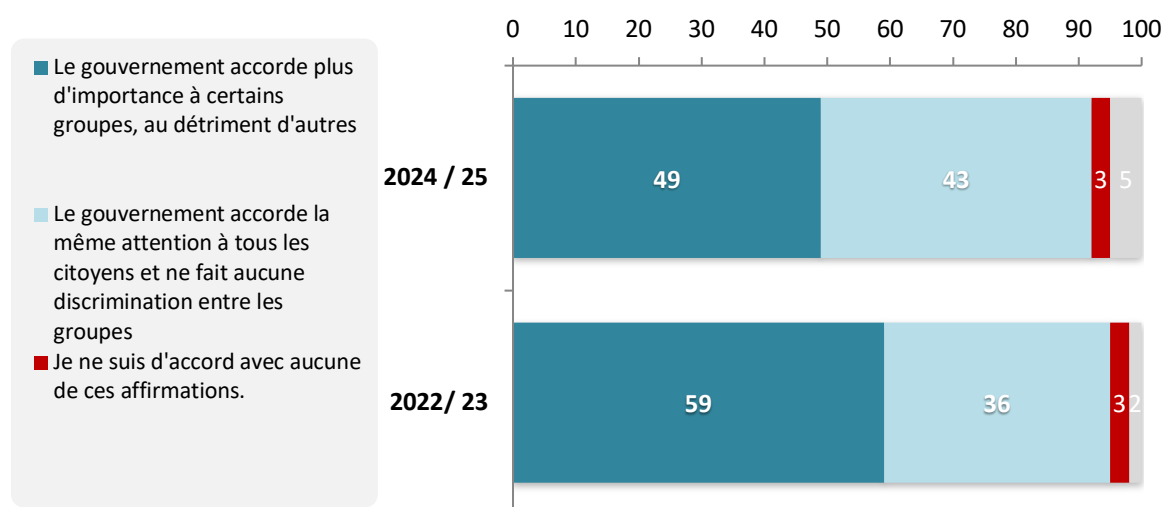


III : Opinion publique arabe et démocratie

Les résultats de l'AOI montrent que 83 % des citoyens arabes sont capables de donner une définition de la démocratie fondée sur la garantie des libertés politiques et civiles, le transfert pacifique du pouvoir, la séparation des pouvoirs et la garantie de la justice et de l'égalité.

L'opinion publique manifeste un soutien presque unanime à la démocratie : 68 % des répondants déclarent soutenir le système démocratique, contre 20 % qui s'y opposent.

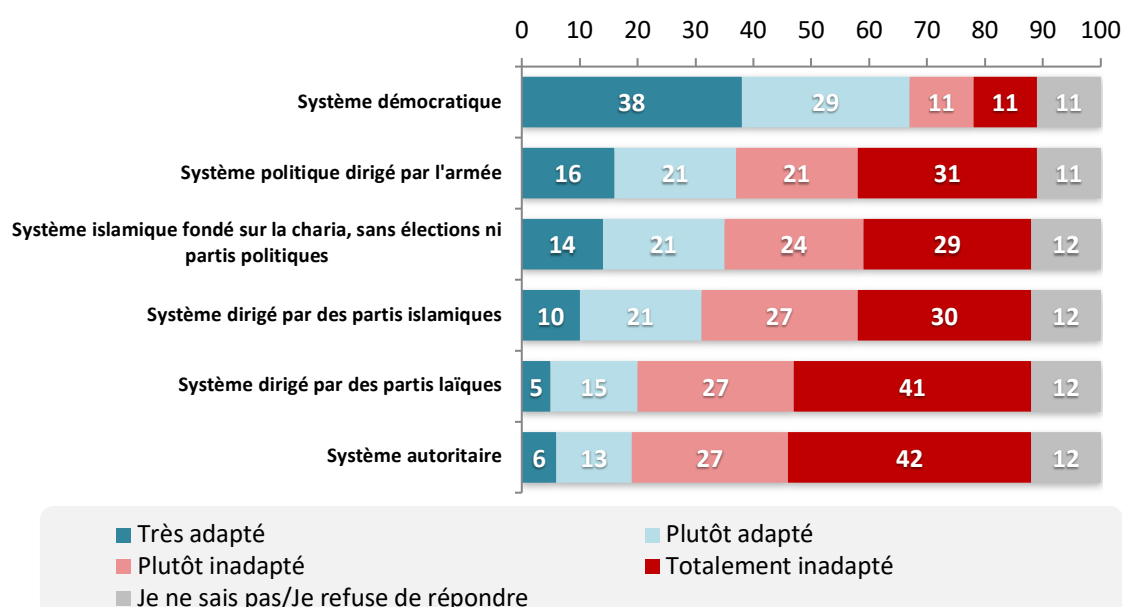
Figure 8. Comparaison longitudinale de l'accord des répondants avec l'affirmation « La démocratie, malgré ses défauts, est préférable aux autres systèmes ».



Par ailleurs, 67 % des personnes interrogées considèrent qu'un système démocratique pluraliste est le plus adapté à leur pays. En parallèle, entre 52 % et 69 % des répondants estiment que d'autres systèmes – tels que l'autoritarisme, le régime militaire, le régime exclusivement islamiste, le système fondé sur la charia sans élections ni partis politiques, ou un système limité aux seuls partis laïcs – ne conviennent pas à leur pays.

La comparaison avec les enquêtes précédentes montre que l'opinion publique arabe reste fermement favorable à la démocratie.

Figure 9. Points de vue des répondants sur l'adéquation de certains systèmes politiques pour leur pays

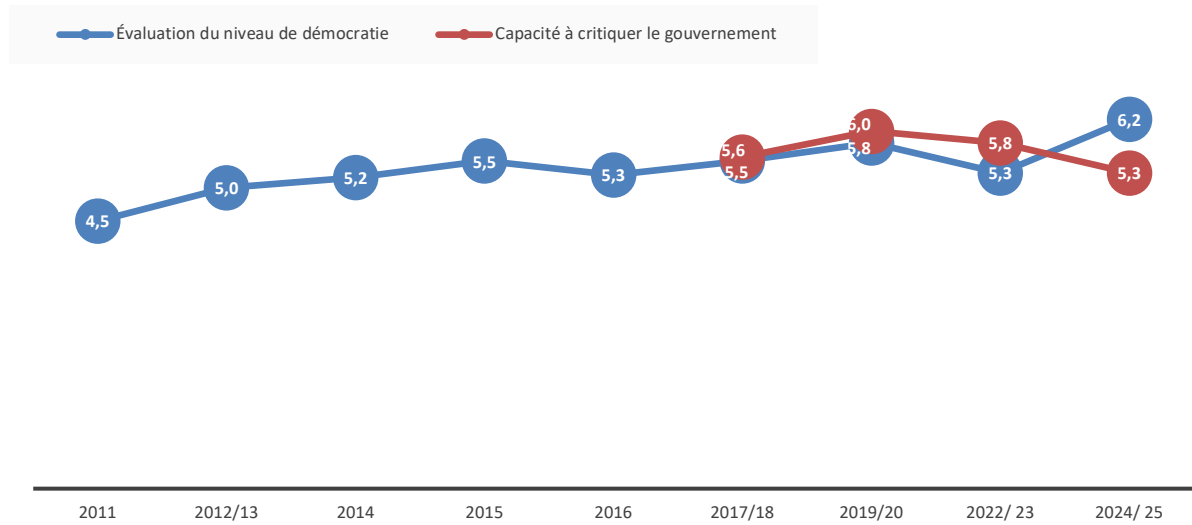


Les répondants ont évalué le niveau de démocratie dans leur pays à 6,2 sur 10 (sur une échelle de 1 à 10, où 1 correspond à un pays non démocratique et 10 à un pays très démocratique), contre 5,3 en 2023. Cela suggère que, selon eux, la démocratie dans le monde arabe n'en est encore qu'à mi-chemin.

Lorsque le niveau de démocratie est évalué en fonction de la capacité des citoyens à critiquer leur gouvernement, le score moyen est encore plus bas, avec 5,3 sur 10.

Bien que l'opinion publique arabe privilégie la démocratie par rapport à d'autres systèmes, l'apathie et le désengagement politique restent prédominants. Ainsi, seulement 6 % des personnes interrogées déclarent être membres d'un parti politique, 11 % appartiennent à une association bénévole, et près de la moitié se disent réticentes à participer aux élections. Cette situation peut s'expliquer par la portée limitée de la participation politique, ainsi que par le fait que les moyens de participation disponibles sont souvent perçus comme inefficaces par le citoyen moyen.

Figure 10. Comparaison longitudinale des évaluations des répondants concernant le niveau de démocratie dans leur pays (moyenne arithmétique)



IV : Gaza, Liban, Soudan et Syrie

Conformément à une tradition désormais bien établie, l'AOI continue d'adapter certaines questions à l'actualité. Dans ce cadre, l'enquête consacre une série de questions spécifiques aux pays en transition ou confrontés à des crises et à des conflits.

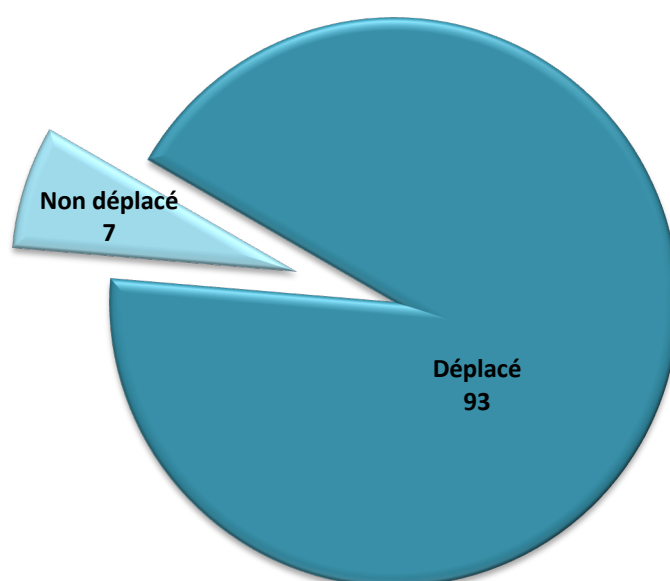
Un aperçu de l'opinion publique parmi les Palestiniens de Gaza

Dans une enquête de terrain menée à Gaza en mars 2025, 93 % des répondants ont déclaré avoir été déplacés de leur domicile au moins une fois depuis le début de la guerre.

Concernant leur lieu de résidence actuel : 48 % vivent dans une maison (intacte ou endommagée), 24 % dans des tentes et 13 % dans un bâtiment public, tel qu'un hôpital ou une école.

L'accès aux services essentiels est très limité : seulement 11 à 36 % des personnes interrogées avaient accès à l'électricité, à Internet et à des médicaments, laissant 64 à 89 % sans ces services indispensables.

En matière de soins médicaux, 90 % des répondants ont indiqué avoir eu besoin de médicaments ou de fournitures médicales pour eux-mêmes ou pour un membre de leur famille pendant la guerre, sans pouvoir s'en procurer. La situation alimentaire et hydrique est également critique : 85 % ont souffert de la faim à plusieurs reprises et 81 % n'ont pas pu trouver d'eau potable à plusieurs reprises. Entre 46 et 57 % des personnes interrogées ont été témoins de multiples cas de personnes contraintes de mendier de la nourriture ou de l'eau.

Figure 11. Pourcentage de Palestiniens de Gaza déplacés de force depuis le début de la guerre*Tableau 1. Lieu de résidence des habitants de Gaza*

Type de logement	%
Maison (intacte ou endommagée)	48
Tente	24
Bâtiment public/école/institution/ Entreprise	13
Bâtiment abandonné ou inachevé	6
Garage/entrepôt/dépôt	6
Dans la rue/les espaces publics	2
Lieu de travail	1
Total	10

Figure 12. Pourcentage des répondants de Gaza indiquant que certains besoins fondamentaux étaient satisfaits la plupart du temps, parfois ou rarement

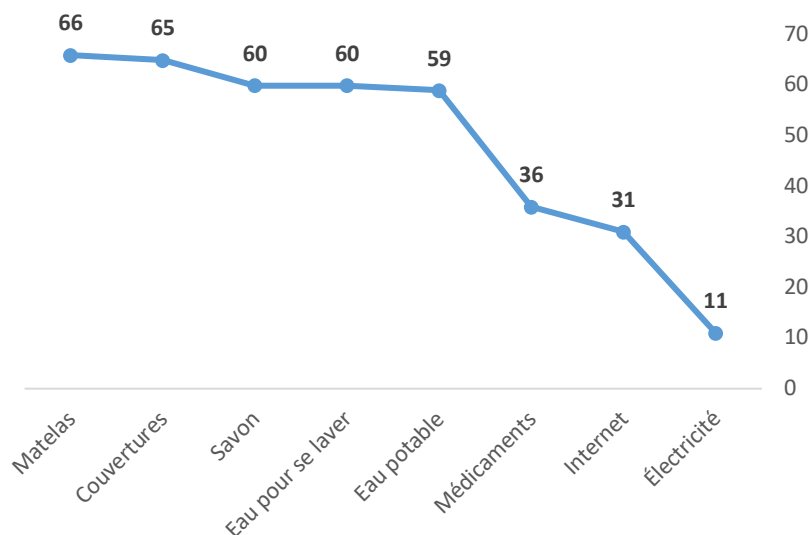


Figure 13. Expériences des répondants de Gaza ou de leurs familles en matière d'accès aux besoins fondamentaux pendant la guerre

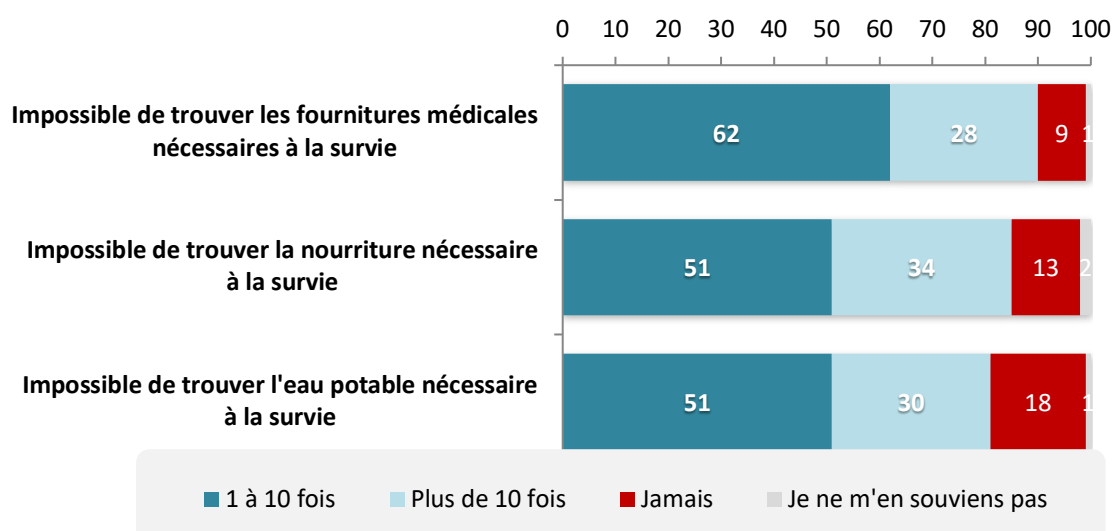
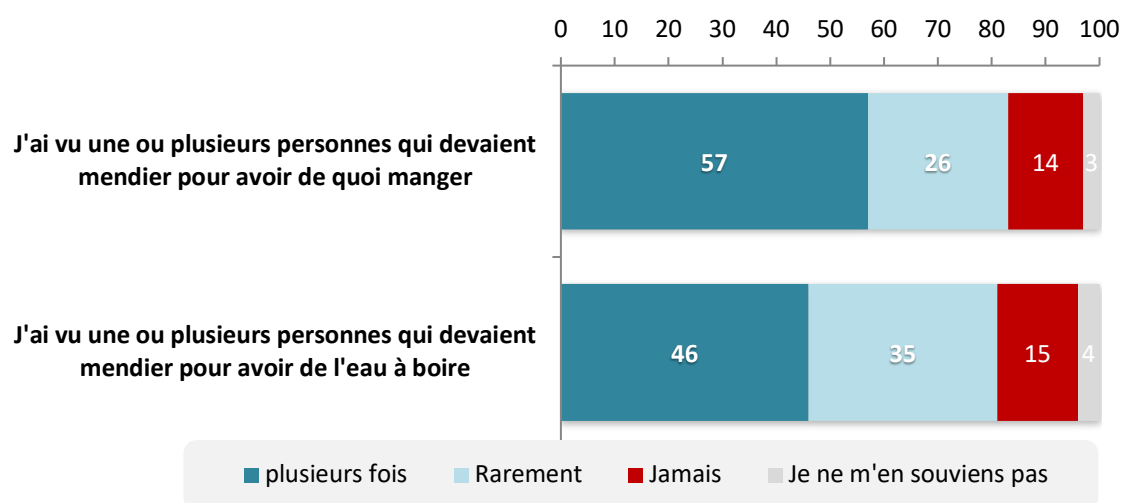


Figure 14. Répondants de la bande de Gaza déclarant avoir vu des personnes contraintes de mendier de la nourriture ou de l'eau pendant la guerre



Un aperçu de l'opinion publique libanaise

Dans l'enquête menée au Liban en mars 2025, 10 % des personnes interrogées ont déclaré qu'un membre de leur famille avait quitté le pays à cause de la guerre. Dans les zones ciblées par Israël (sud du Liban, banlieue sud de Beyrouth, etc.), 76 % des personnes interrogées ont indiqué avoir été contraintes de fuir pendant le conflit. Parmi elles, 88 % ont estimé que la zone dans laquelle elles s'étaient réfugiées était accueillante.

Dans les régions touchées par la guerre, au moins la moitié des répondants ont déclaré ne pas avoir accès aux denrées alimentaires de base, et 41 % ont signalé un manque d'accès aux soins de santé et aux médicaments.

Figure 15. Des membres de votre famille ont-ils quitté le Liban à cause de la guerre ? (%)

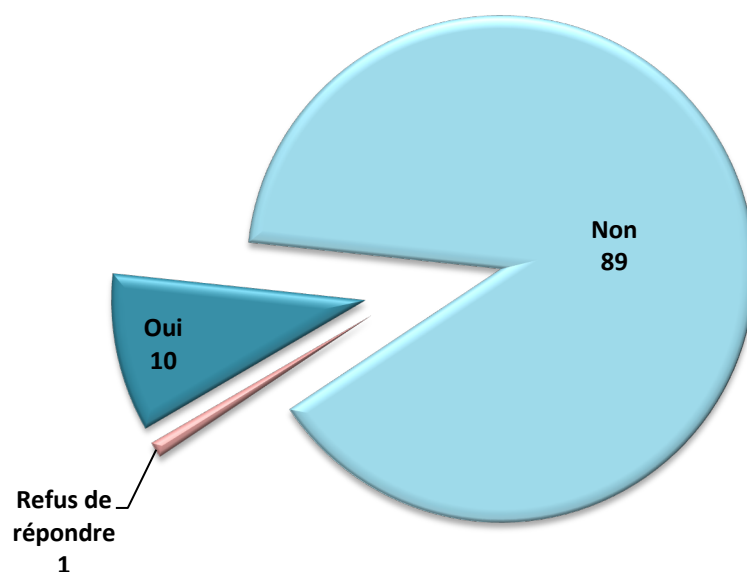


Figure 16. Pourcentages de Libanais déplacés de force pendant la guerre

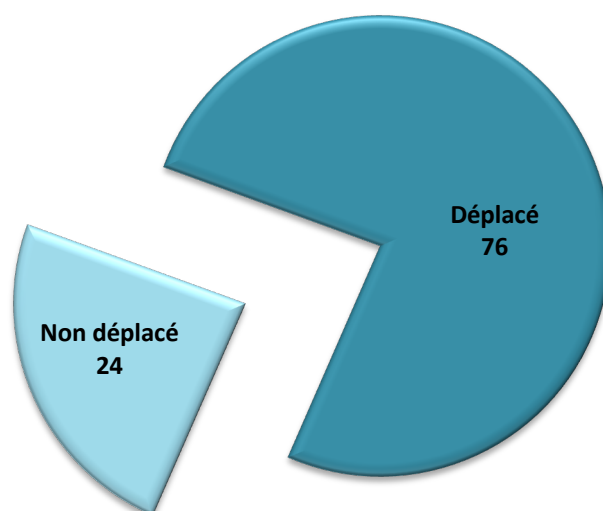


Figure 17. Pendant votre déplacement, dans quelle mesure avez-vous eu le sentiment que le quartier où vous viviez vous accueillait favorablement ? (%)

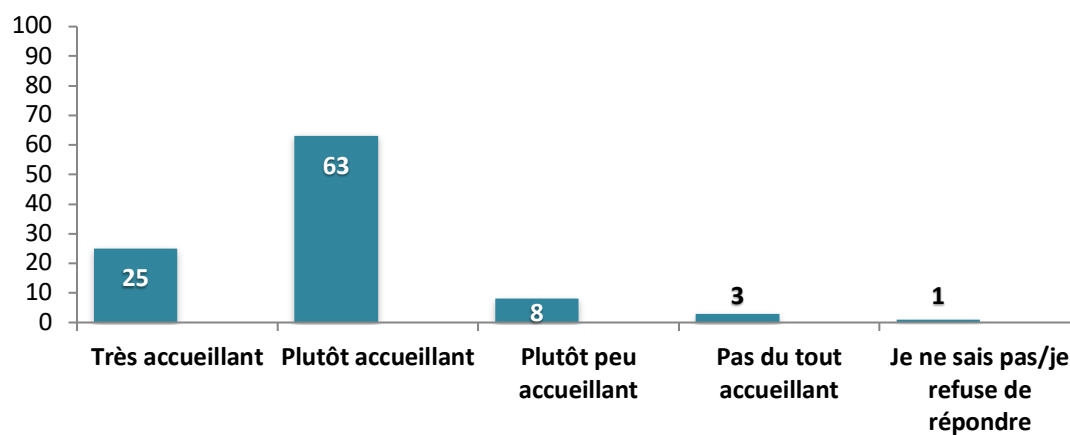
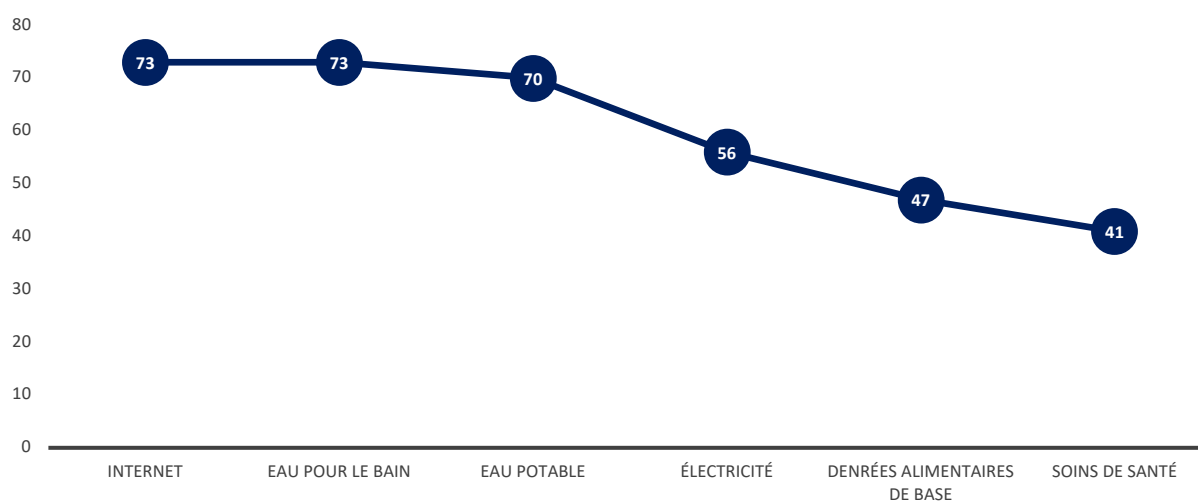


Figure 18. Répondants libanais ayant déclaré avoir accès à divers services la plupart du temps, parfois ou rarement



Aperçu de l'opinion publique soudanaise sur la guerre

Dans une enquête menée au Soudan en novembre 2024, 47 % des personnes interrogées ont déclaré avoir été déplacées, individuellement ou avec une partie ou l'ensemble de leur famille, depuis le début du conflit. Ce chiffre n'inclut pas les personnes ayant totalement quitté le pays.

Parmi les personnes déplacées, 34 % ont pu retourner chez elles, tandis que 66 % n'étaient pas rentrées au moment de l'enquête. Parmi ces dernières, 38 % séjournaient chez des membres de leur famille élargie ou des proches, 31 % louaient un autre logement, 15 % vivaient dans des refuges et 11 % étaient hébergées chez des connaissances.

En ce qui concerne l'accès aux produits de première nécessité, 58 % disposaient d'eau potable, tandis que 45 % souffraient d'un manque d'électricité et 58 % d'un manque d'accès à l'alimentation. 71 % ont indiqué ne pas pouvoir se procurer les médicaments nécessaires, et 72 % n'avaient pas accès aux soins de santé lorsqu'ils en avaient besoin.

Concernant les pertes et violences subies, parmi les 34 % de répondants ayant déclaré que leurs biens avaient été volés, 89 % ont attribué ces vols aux RSF. Par ailleurs, 23 % ont déclaré que leur domicile avait été pillé, et 18 % qu'il avait été occupé. 17 % des répondants ont indiqué que eux-mêmes ou un membre de leur famille avaient été agressés, contre 82 % qui n'avaient pas été victimes d'agression. Enfin, 9 % ont été détenus et 4 % ont subi des agressions sexuelles. Tous les répondants ayant été victimes de ces crimes ont pu identifier leur agresseur.

Figure 19. Déplacements forcés depuis le début de la guerre au Soudan

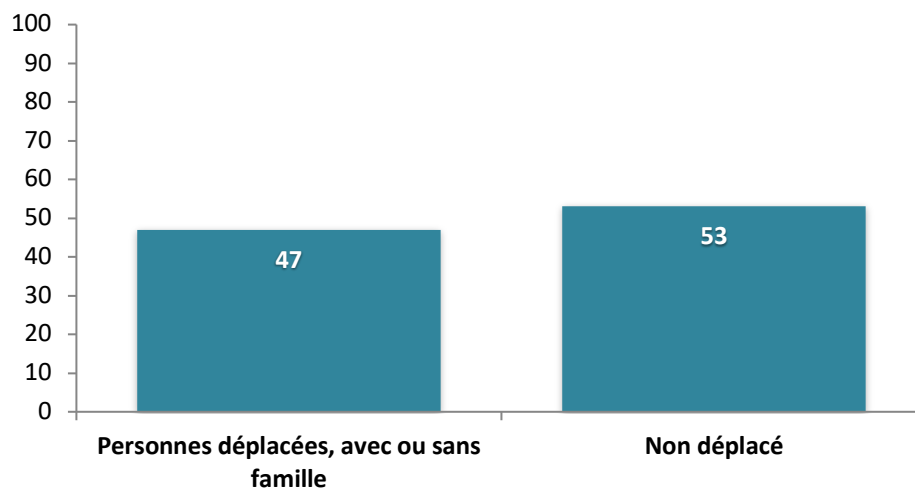


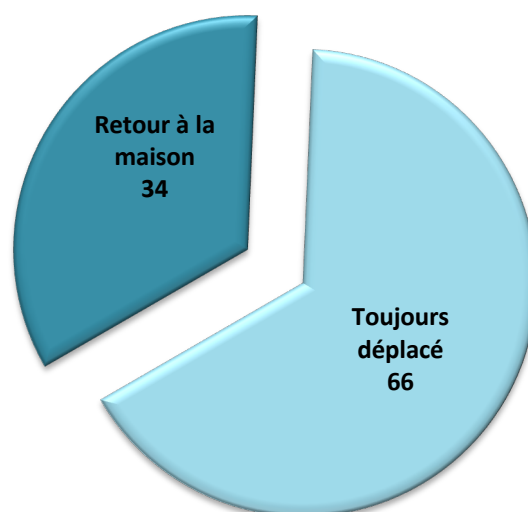
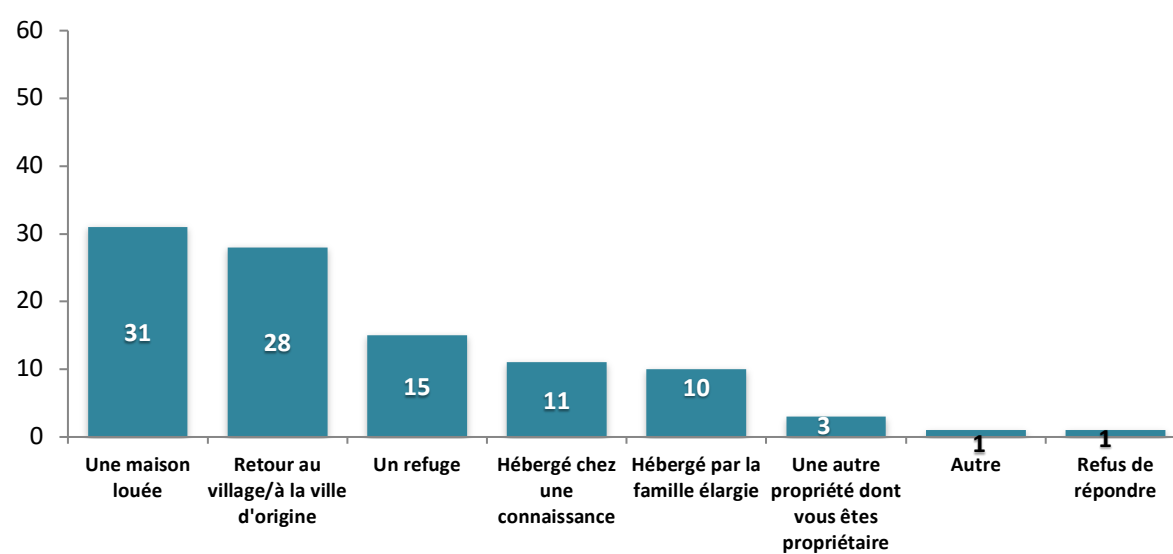
Figure 20. Soudanais déplacés qui sont rentrés chez eux et ceux demeurant déplacés*Figure 21. Où vivent actuellement les Soudanais déplacés ?*

Figure 22. Pourcentage de répondants soudanais déclarant que divers services étaient disponibles la plupart du temps, parfois ou rarement (moyenne arithmétique en %)

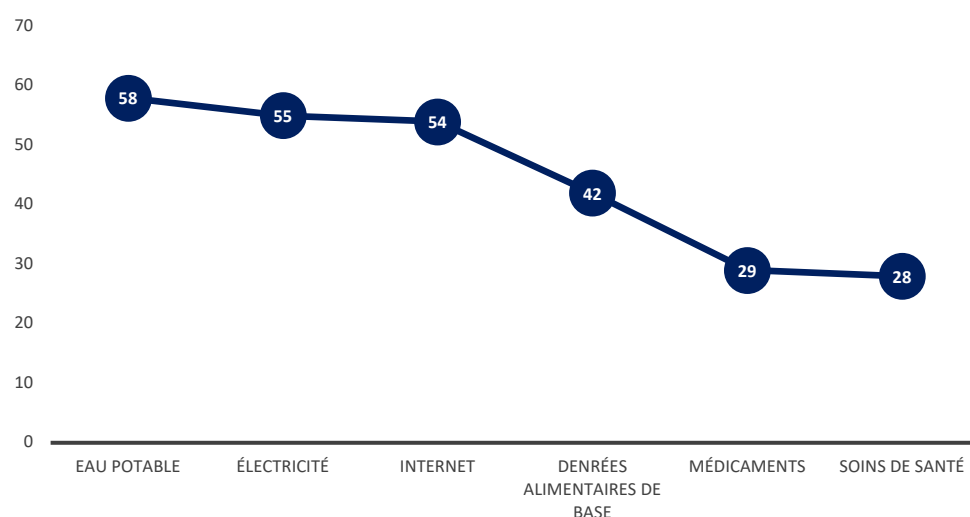


Tableau 2. Pourcentage de répondants soudanais déclarant avoir été victimes, eux-mêmes ou un membre de leur famille, de crimes spécifiques depuis le début de la guerre, ainsi que l'auteur présumé de ces crimes.

	Avez-vous ou des membres de votre famille été victimes de... ?			Qui était l'auteur ?			
	Oui	Non	Refus de répondre	RSF	Armée	Autre	Refus de répondre
Vol de biens	34	66	0	89	2	7	2
Raid à domicile	23	77	0	95	1	0	4
Occupation de votre maison	18	81	1	97	1	0	2
Attaque par des factions armées	17	82	1	94	3	0	3
Arrestation	9	90	1	82	16	0	2
Agression sexuelle	4	95	1	86	5	0	9

Un aperçu de l'opinion publique syrienne

L'enquête menée du 25 juillet au 17 août 2025, après la chute du régime d'Assad, montre qu'entre 80 % et 94 % des Syriens interrogés ont exprimé des sentiments d'espoir, de joie, de bonheur et de soulagement à la suite de la chute du régime de Bachar al-Assad, tandis qu'environ 80 % ont également fait état de sentiments d'anxiété ou d'incertitude.

Interrogés sur la situation générale de leur pays, les Syriens ont identifié comme problèmes les plus urgents ceux liés à la situation économique, à la sécurité, à la stabilité politique et à l'unité nationale. 36 % des personnes interrogées ont déclaré que leur famille dépendait de transferts de fonds en provenance de l'étranger, qu'ils soient réguliers ou occasionnels.

Sur le plan alimentaire, seuls 1 % des Syriens déclarent consommer de la viande tous les jours, tandis que 16 % indiquent en consommer au maximum trois fois par semaine. À l'inverse, 89 % déclarent n'en consommer qu'une fois par mois.

L'évaluation de l'opinion publique concernant plusieurs services de base en Syrie est largement négative. Si 54 % des répondants jugent la disponibilité de la nourriture « bonne », moins d'un tiers expriment la même appréciation concernant la disponibilité des soins de santé, d'Internet, de l'eau et de l'électricité.

Figure 23. Évaluation du sentiment des répondants syriens depuis la chute du régime de Bachar al-Assad

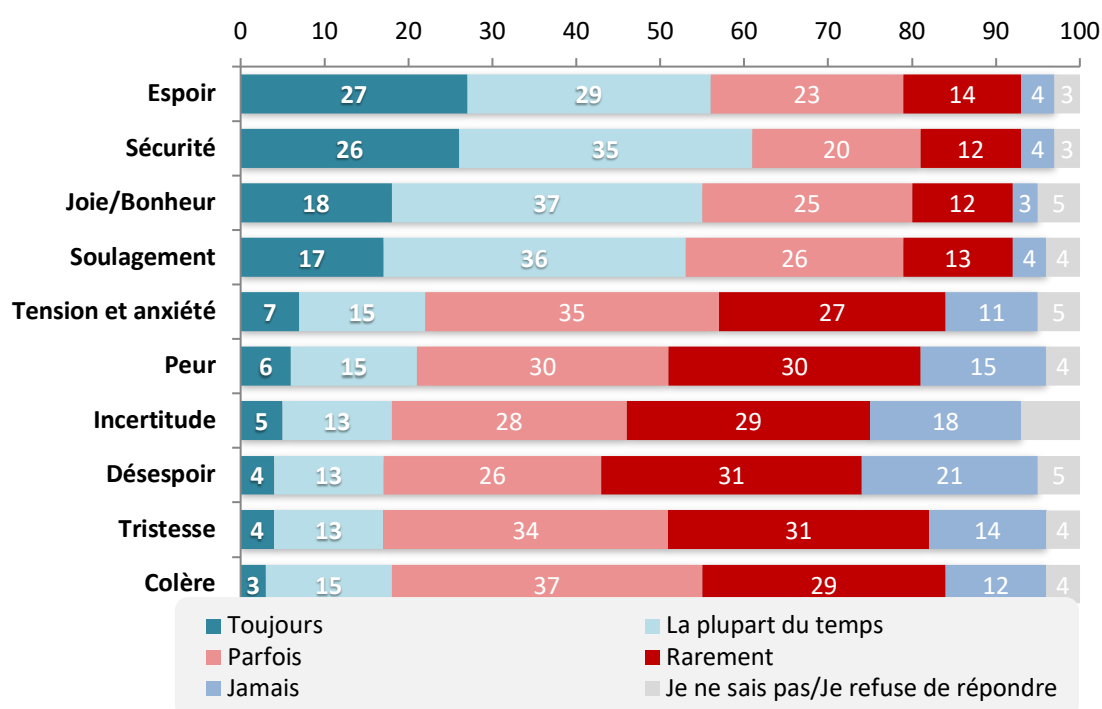


Figure 24. Répartition des répondants syriens selon que leur famille reçoit ou non des transferts de fonds mensuels de l'étranger

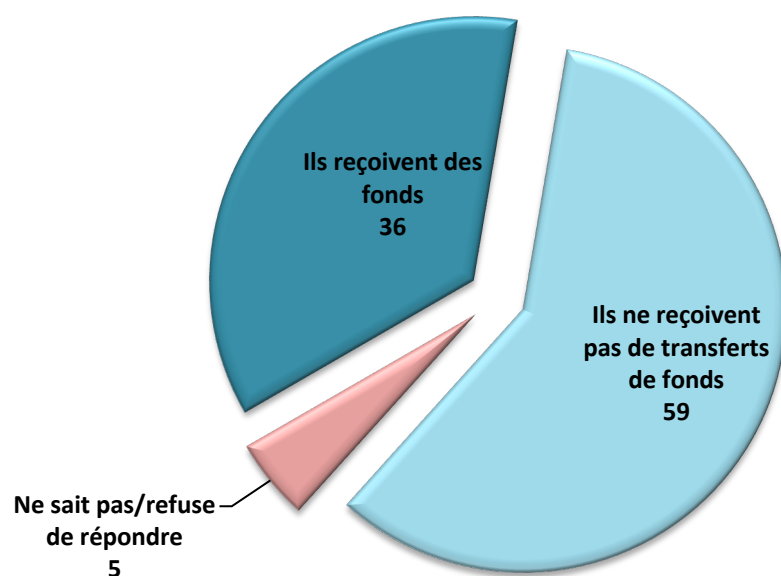


Figure 25. Fréquence de consommation de divers produits à base de viande ou de poisson (par semaine)

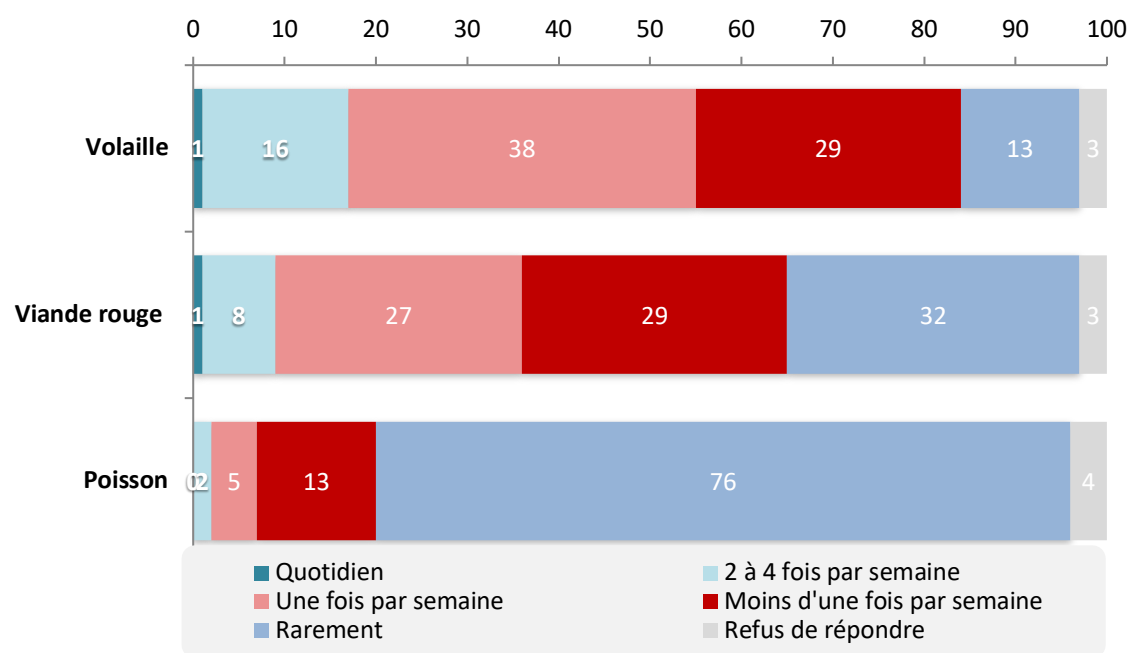
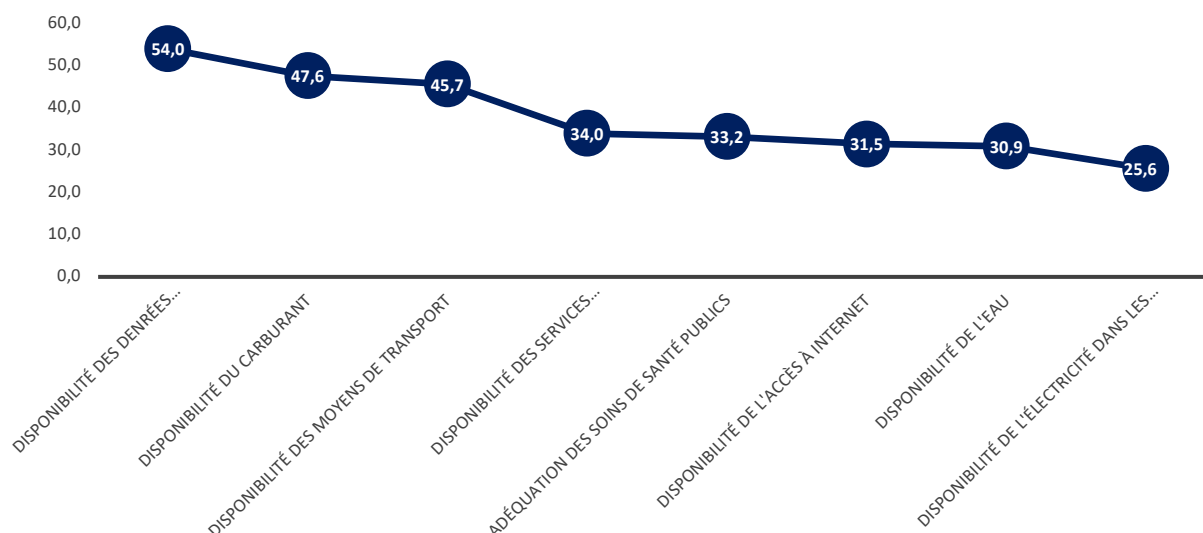


Figure 26. Proportion des répondants syriens jugeant certains services « bons »

S'agissant de l'opinion publique syrienne sur la situation politique, la majorité des personnes interrogées se déclarent favorables à la création de partis politiques dans le pays, y compris des mouvements politiques nationaux syriens ainsi que des mouvements islamistes. Le groupe le plus important de répondants soutient la présence de mouvements civils nationalistes arabes et libéraux.

Plus de la moitié des répondants jugent « bonne » la performance du gouvernement en matière de garantie de la liberté d'expression, de respect des droits de l'homme et de préservation de l'intégrité territoriale. En revanche, la majorité exprime une évaluation négative de l'action gouvernementale concernant la lutte contre la discrimination entre les citoyens, la garantie du pluralisme politique et la dissolution des groupes armés.

Par ailleurs, 65 % des répondants soutiennent la mise en cause de la responsabilité de toute personne impliquée dans des violations des droits de l'homme, y compris celles appartenant à l'opposition au régime d'Assad. Quant au type d'État souhaité, 42 % des Syriens interrogés se prononcent en faveur d'un État civil, contre 28 % qui soutiennent l'instauration d'un État religieux.

Figure 27. Pourcentage de Syriens jugeant « bonne » la performance du gouvernement sur certains principes

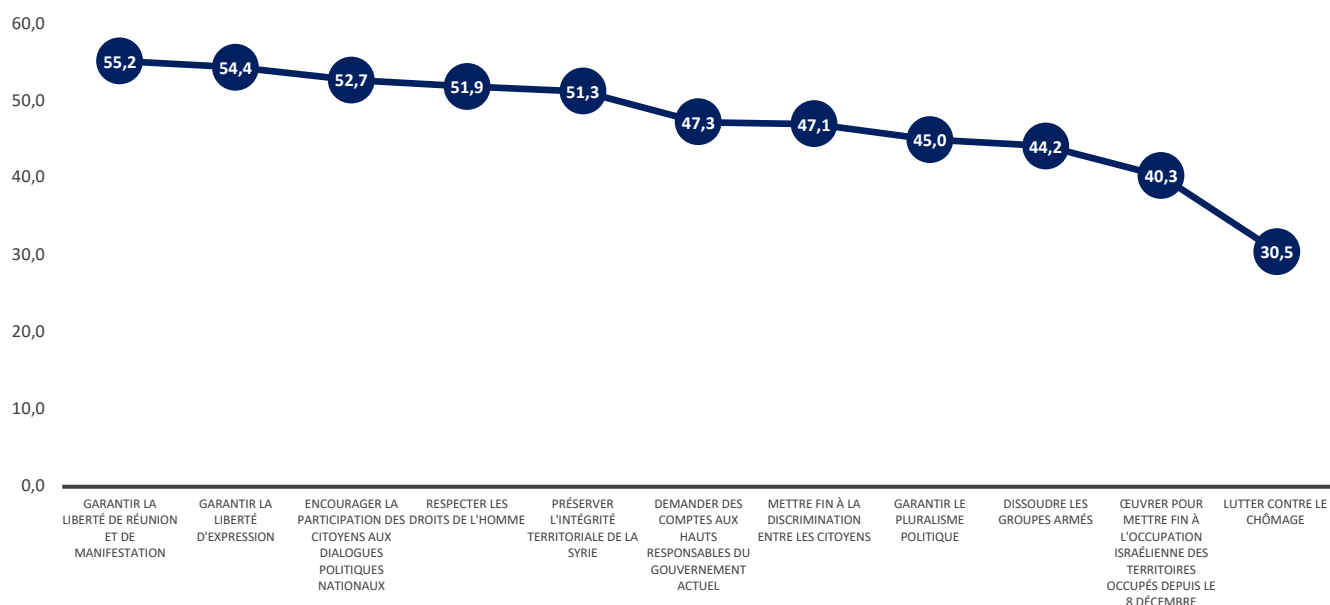


Figure 28. Opinion des Syriens sur les personnes qui devraient être tenues responsables au nom de la justice transitionnelle (%)

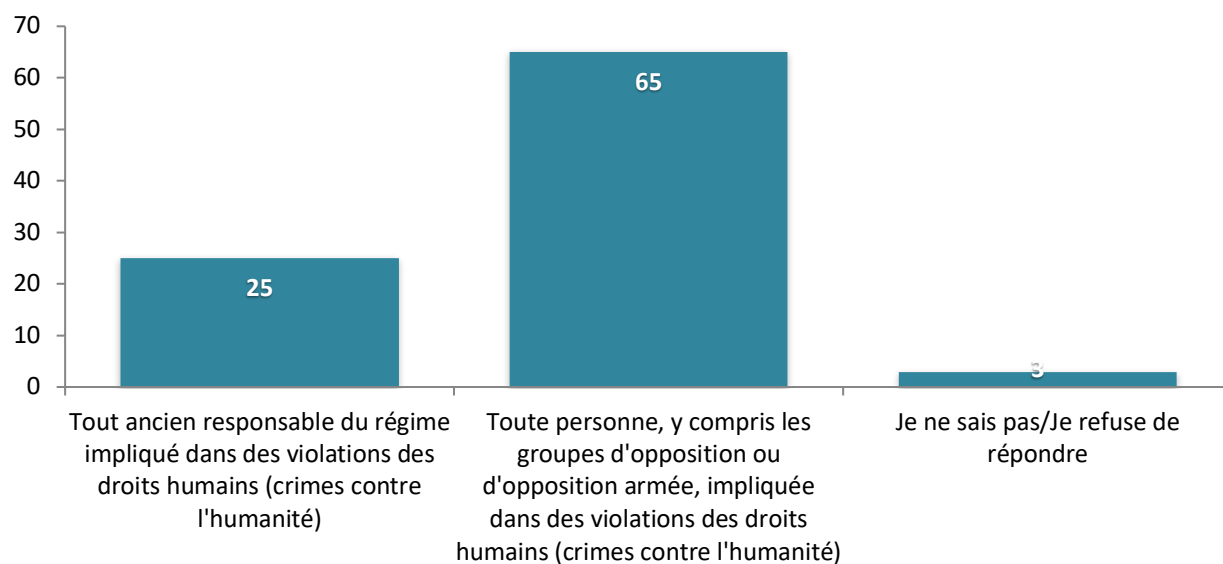
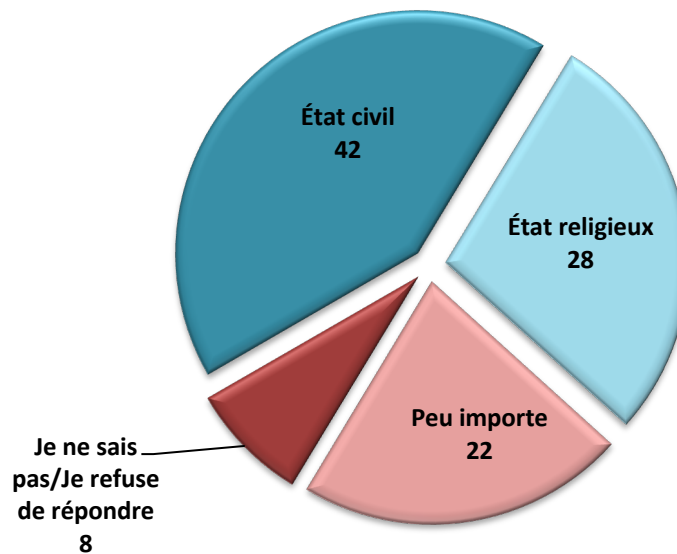


Figure 29. Préférences des Syriens quant à la forme de l'État syrien (%)

Dans un contexte de diversité sociale, culturelle et ethnique, 64 % des personnes interrogées estiment qu'au fil des années, le peuple syrien est parvenu, à des degrés divers, à s'intégrer au sein d'une même communauté nationale unie, tandis que 12 % considèrent qu'une telle intégration n'a pas eu lieu.

S'agissant des fondements de l'identité nationale syrienne, 19 % des répondants estiment que le facteur le plus déterminant est la « culture syrienne commune ». Viennent ensuite la langue arabe (17 %), le fait de vivre sur le territoire syrien (10 %), la diversité sociale et culturelle (9 %) et l'islam (8 %).

Par ailleurs, 70 % des personnes interrogées déclarent que la « rhétorique sectaire » est répandue dans le pays, et 84 % estiment qu'en Syrie aujourd'hui, les individus ont tendance à se définir eux-mêmes et à définir les autres en fonction de leur secte ou de leur religion.

Alors que 66 % des répondants considèrent que la discrimination fondée sur la secte ou la religion est répandue, 57 % estiment que la discrimination liée à l'origine régionale l'est également. 41 % des personnes interrogées attribuent les tensions entre citoyens fondées sur la secte ou la religion à une ingérence étrangère, tandis que 36 % les expliquent par un manque de citoyenneté et de tolérance.

Malgré la reconnaissance de l'existence d'un discours sectaire, 66 % des répondants déclarent ne faire aucune distinction dans leurs relations avec les autres, quelle que soit leur secte ou leur religion, tandis que 25 % expriment une préférence pour des relations avec des personnes

appartenant à la même secte. Par ailleurs, une majorité comprise entre 66 % et 78 % affirme ne voir aucun inconvénient à ce que leurs voisins appartiennent à d'autres religions, sectes ou ethnies, ce qui témoigne d'un rejet majoritaire de la discrimination.

Figure 30. Évaluation par les Syriens du succès de l'intégration du pays en une seule entité unifiée (%)

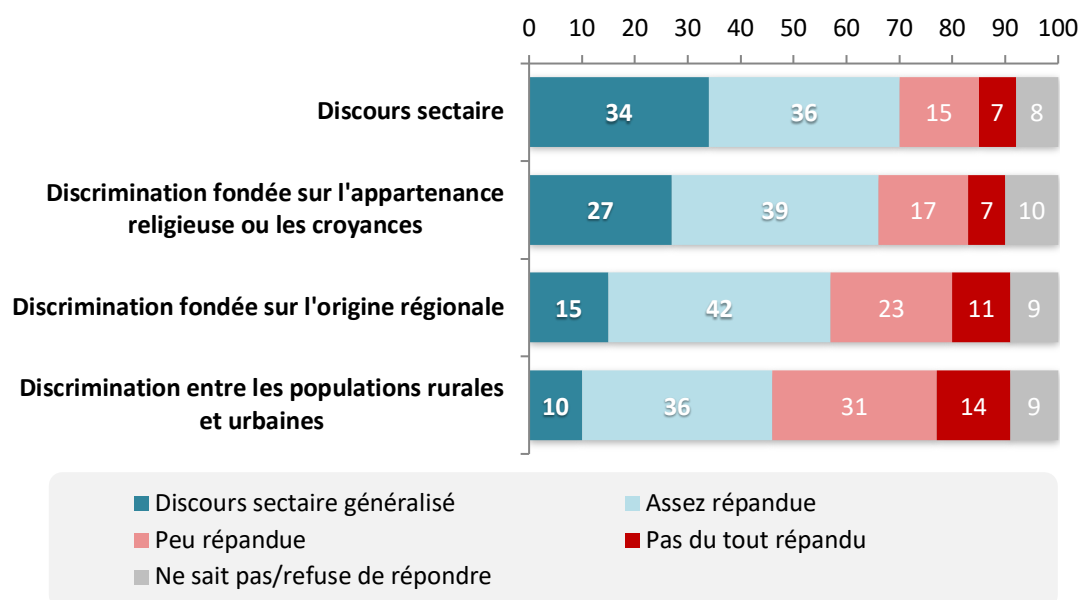
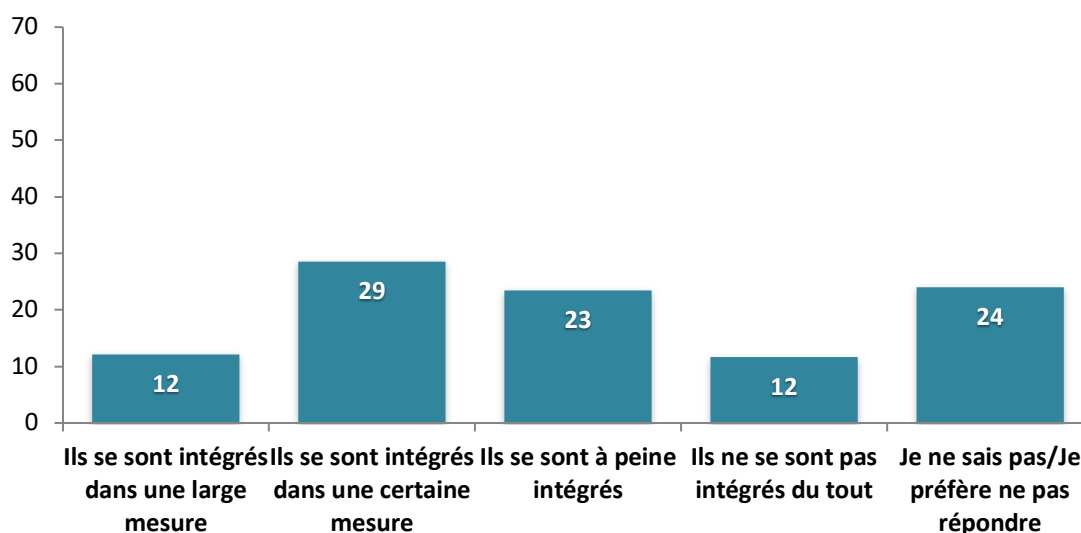


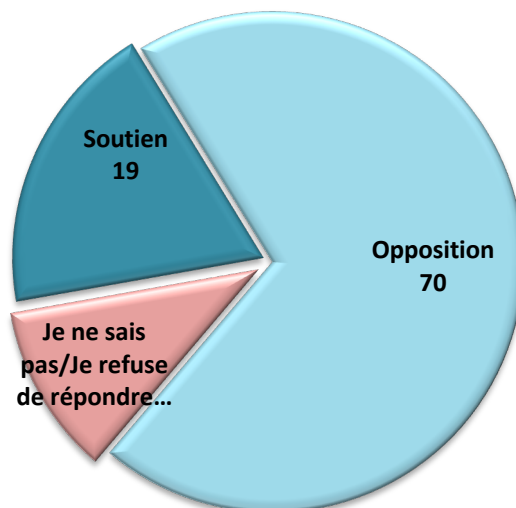
Figure 31. Perception par les répondants syriens de la prévalence du discours sectaire et de la discrimination dans le pays aujourd'hui



Dans le contexte de l'occupation israélienne, 70 % des personnes interrogées s'opposent à tout accord avec Israël qui n'inclurait pas la restitution du plateau du Golan syrien. Par ailleurs, 74 % estiment qu'Israël « cherche à soutenir certains groupes au sein de la société syrienne afin d'alimenter des

conflits séparatistes et de menacer l'unité du territoire syrien ». Dans le même temps, 88 % des répondants considèrent qu'Israël « s'efforce de menacer la sécurité et la stabilité en Syrie ».

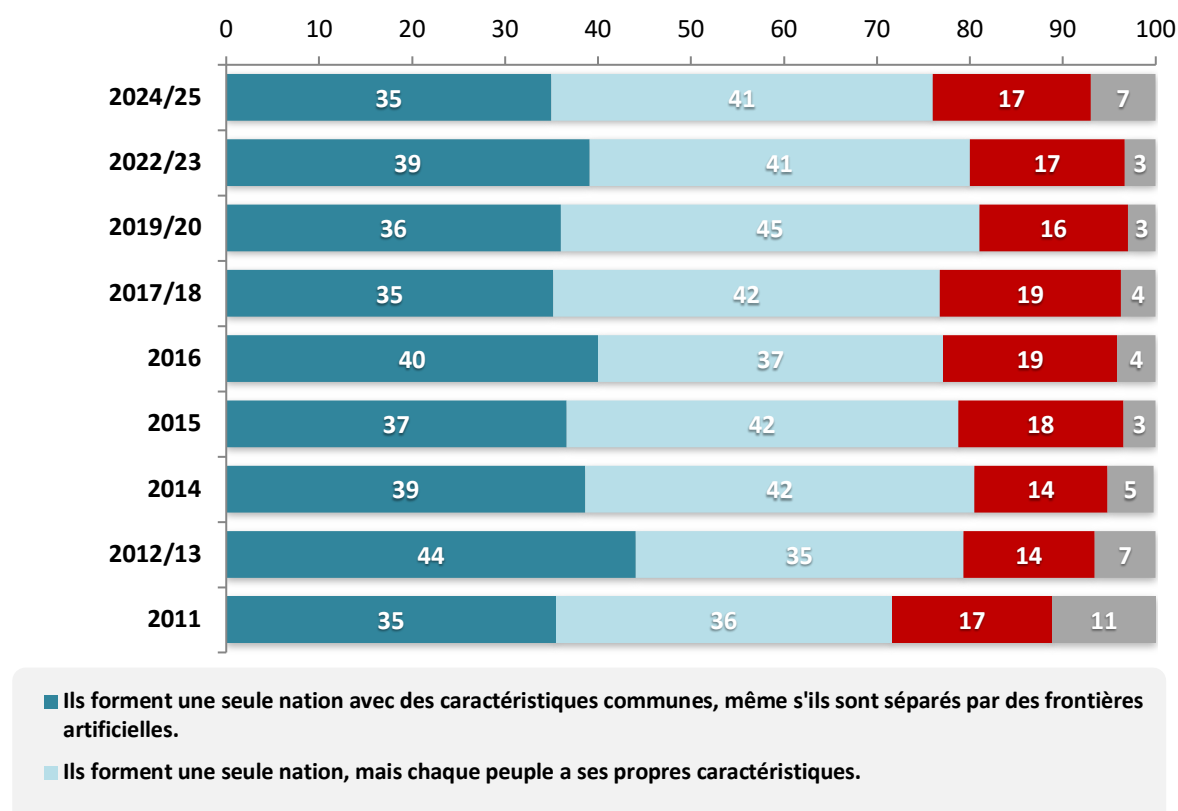
Figure 32. Les Syriens soutiennent-ils un accord avec Israël qui n'inclut pas la restitution du plateau du Golan syrien ?



V : Opinion publique arabe, relations intra-arabes et Palestine

En ce qui concerne la perception de la nation arabe, 76 % des personnes interrogées estiment que les habitants de la région constituent une seule et même nation, malgré leurs différences et spécificités, tandis que 17 % considèrent qu'il s'agit de nations et de peuples distincts, unis par des liens relativement faibles.

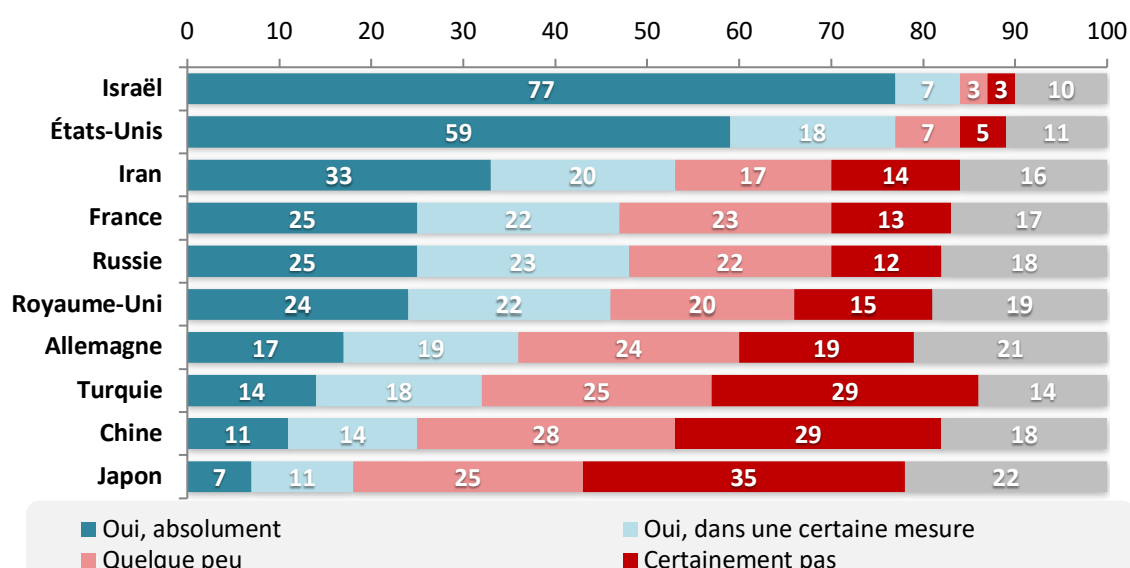
Figure 33. Comparaison longitudinale des réponses aux affirmations relatives à la nation arabe parmi les populations des pays arabes



L'opinion publique arabe s'accorde largement sur l'existence d'une « sécurité nationale arabe » commune et se montre capable d'identifier les principales sources de menaces qui pèsent sur celle-ci. Un consensus se dégage pour désigner Israël et les États-Unis comme les menaces majeures à la sécurité de la région arabe, avec respectivement 44 % et 21 % des réponses.

Les résultats indiquent également une quasi-unanimité (84 %) pour considérer que les politiques israéliennes menacent la sécurité et la stabilité de la région. De même, 77 % des personnes interrogées estiment que les politiques américaines constituent une menace pour la sécurité et la stabilité régionales. Par ailleurs, 53 % citent les politiques iraniennes, 48 % les politiques russes et 47 % les politiques françaises.

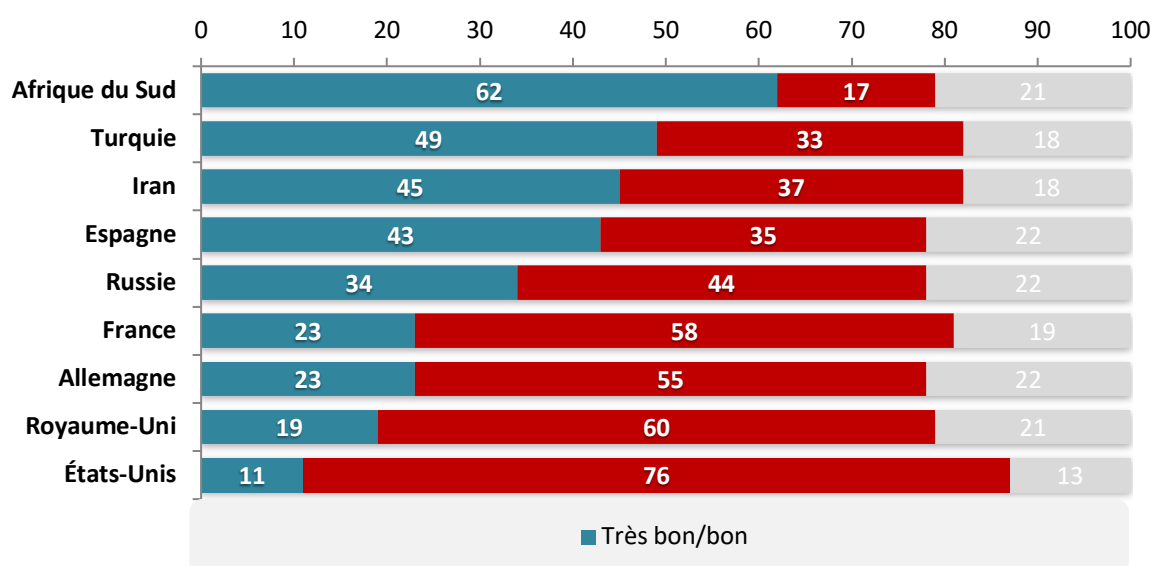
Ces résultats montrent clairement que l'opinion publique arabe identifie Israël comme la menace la plus importante pour la stabilité et la sécurité de la région.

Figure 34. Les politiques de ces États menacent-elles la sécurité et la stabilité de la région arabe ?

À l'heure où les analystes discutent fréquemment du désengagement du monde arabe vis-à-vis de la question palestinienne, les résultats indiquent clairement que les sociétés arabes continuent de la considérer comme une cause arabe collective, 80 % des personnes interrogées étant d'accord avec l'affirmation selon laquelle « la cause palestinienne est une cause arabe collective, et non uniquement palestinienne ».

En ce qui concerne les politiques de certaines puissances internationales et régionales à l'égard de la Palestine, la majorité des personnes interrogées ont une opinion positive des politiques de l'Afrique du Sud, tout en désapprouvant celles d'autres pays. La plupart du public a une opinion négative des politiques des États-Unis, de la Russie, de l'Iran, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne. La politique espagnole est celle qui a reçu l'accueil le plus favorable parmi les pays occidentaux et européens, avec 43 % d'opinions positives et 35 % d'opinions négatives.

Figure 35. Évaluation des politiques des puissances régionales et internationales à l'égard de la Palestine



En ce qui concerne Israël, 87 % des citoyens arabes déclarent s'opposer à sa reconnaissance, tandis que seulement 6 % s'y disent favorables. Les personnes opposées à cette reconnaissance invoquent principalement des raisons liées à la nature coloniale, raciste et expansionniste d'Israël.

Les résultats indiquent que cette opposition ne repose pas sur des considérations culturelles ou religieuses, mais sur des facteurs politiques et structurels. Il convient également de souligner que, dans l'ensemble de la région arabe, l'opinion publique est presque unanime dans son rejet de la reconnaissance d'Israël.

Fig. 36. Comparaison longitudinale de l'opinion arabe sur la reconnaissance d'Israël par leur pays

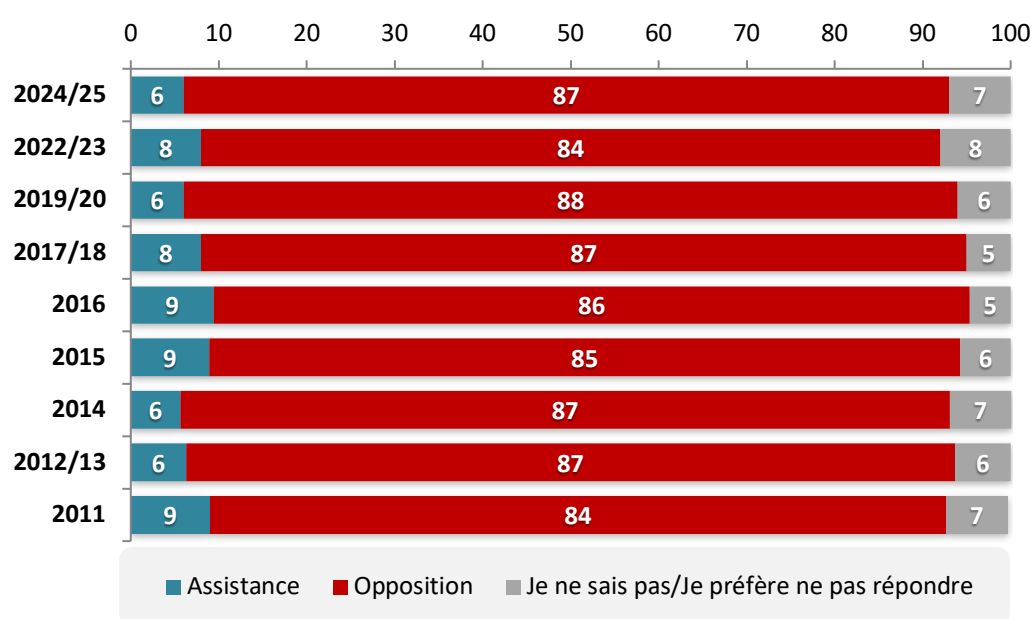


Tableau 3. Raisons invoquées pour s'opposer à la reconnaissance d'Israël dans les sondages AOI depuis 2014 (% du total)

Année du sondage / Raison invoquée pour s'opposer	2024/2025	2022/2023	2019/2020	2017/2018	2016	2015	2014
Parce qu'Israël est un État colonialiste qui occupe la Palestine	31,5	36,6	33,7	31,7	27	24,5	23,4
Parce qu'Israël traite les Arabes avec racisme et haine	5,0	5,2	5,9	6,3	8,2	10,3	12,2
En raison de l'hostilité d'Israël envers mon peuple et les Arabes en général	2,7	3,7	4,1	3,4	3,3	4,7	11,5
Parce que la reconnaissance reviendrait à nier l'existence des Palestiniens et leurs droits, et légitimerait ce qui a été fait au peuple palestinien.	6,0	3,6	4,8	5,3	5,8	5,6	7,5
Parce qu'Israël a exilé les Palestiniens et continue de les opprimer et de les tuer	9,1	6,5	6,8	8,3	8,1	6,9	5,5
Pour des raisons religieuses	2,3	5,1	6,7	6,6	5,2	3,3	4,9
Parce qu'Israël menace et compromet la sécurité et la stabilité régionales	3,0	3,6	3,6	3,4	3,2	3,4	2,5
Parce qu'Israël est un État expansionniste qui cherche à dominer ou à occuper des pays du monde arabe et à contrôler leurs ressources	13,3	9,0	9,4	10,1	13,0	13,0	2,4
Parce qu'Israël ne respecte pas les accords ou les traités	1,5	1,8	1,6	1,6	2,1	2,4	2,3
Parce qu'Israël est un État terroriste qui soutient le terrorisme	6,6	7,0	7,6	7,4	7,6	10,4	1,2

Année du sondage / Raison invoquée pour s'opposer	2024/2025	2022/2023	2019/2020	2017/2018	2016	2015	2014
Parce qu'Israël a occupé davantage de territoire syrien ces derniers mois	0,1	--	--	--	--	--	--
Parce qu'Israël occupe le plateau du Golan	0,1	--	--	--	--	--	--
Il n'existe aucun État appelé Israël	0,3	0,2	2,3	1,1	0,6	0,3	3,4
Aucune raison donnée	5,5	2,5	1,9	1,6	1,8	0,6	10,2
Total opposé à la reconnaissance d'Israël	87,1	84,3	88,2	86,8	85,9	85,4	87,0
Total des personnes acceptant de reconnaître Israël	6,0	7,5	6	7,9	9,5	8,9	6,0
Je ne sais pas/Je préfère ne pas répondre	6,9	7,9	5,6	5	5	6	7
Total	100	100	100	100	100	100	100

Dans le contexte de la guerre à Gaza et au Liban, les résultats montrent que les citoyens arabes ont été directement affectés par la situation : 87 % déclarent avoir ressenti un stress psychologique. Par ailleurs, 70 % des personnes interrogées indiquent suivre l'actualité liée à la guerre à Gaza, contre 28 % qui déclarent ne pas la suivre. Parmi celles qui s'informent sur le conflit, la télévision par satellite constitue la principale source d'information (57 %), suivie d'Internet (35 %).

Interrogés sur le pays ayant adopté la position la plus favorable aux Palestiniens pendant la guerre, 15 % des répondants dans la région arabe citent l'Afrique du Sud, suivie de l'Espagne et de l'Iran, avec 7 % chacun. Par ailleurs, 83 % des citoyens arabes estiment que la plainte déposée par l'Afrique du Sud contre Israël devant la Cour internationale de justice a eu un effet positif sur leur moral et représente une démarche allant dans la bonne direction.

Dans ce contexte, 70 % des personnes interrogées soutiennent l'idée que leurs gouvernements devraient développer des relations avec l'Afrique du Sud. De plus, 83 % considèrent que la reconnaissance de la Palestine par des pays d'Amérique latine et d'Europe constitue une évolution positive.

Figure 37. Répondants ayant déclaré ressentir un stress psychologique en raison des guerres menées par Israël contre Gaza et le Liban

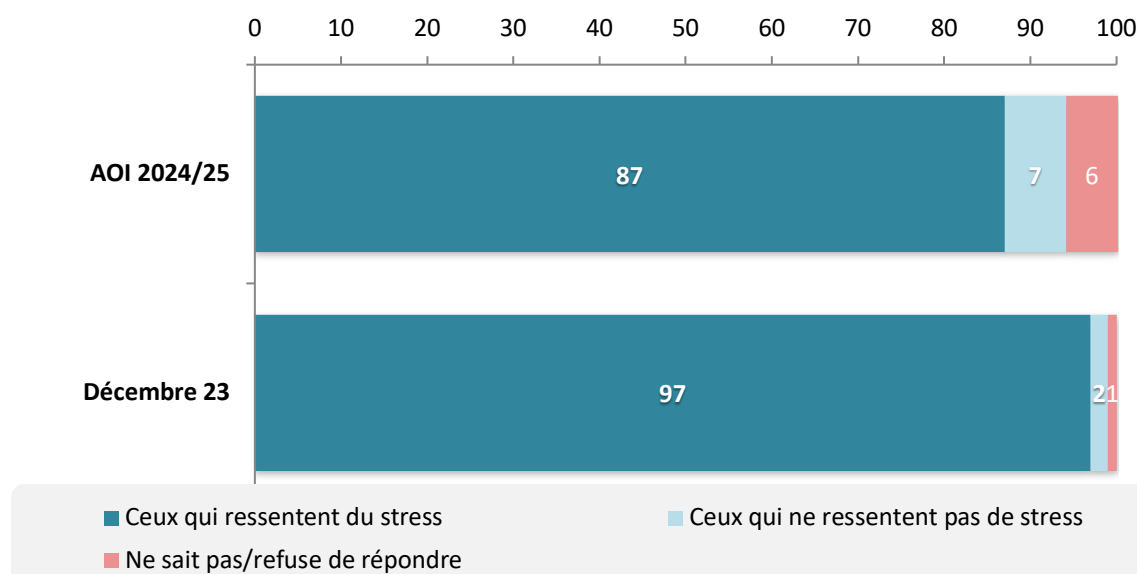
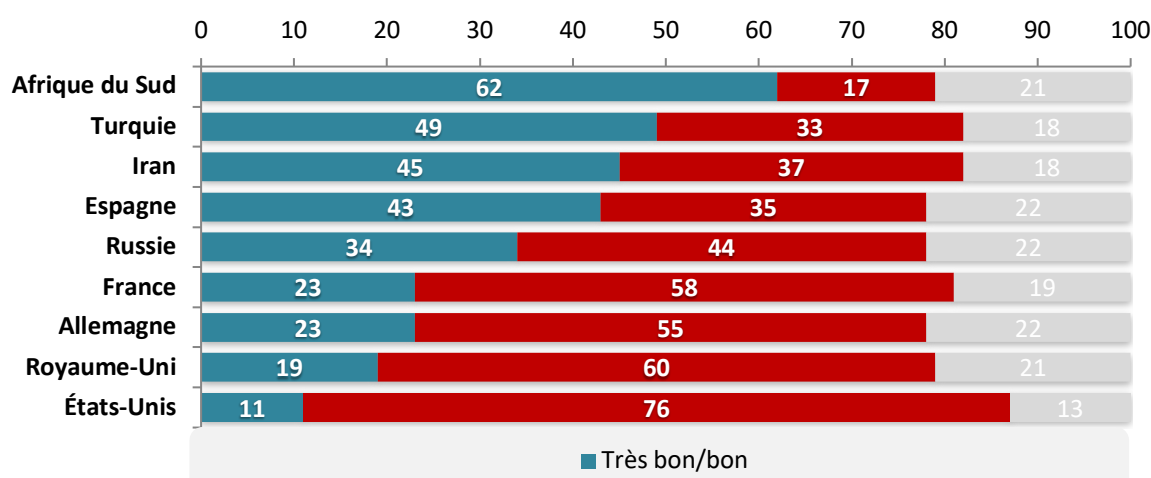


Figure 38. Évaluation des politiques des puissances régionales et internationales à l'égard de la Palestine



VI : Opinion publique sur les États-Unis

Cette année, l'AOI a intégré une série de questions destinées à analyser l'évolution de l'opinion publique à l'égard des États-Unis, ainsi que le degré des liens culturels entretenus avec ce pays. Ces mêmes indicateurs avaient déjà été mesurés par l'AOI il y a dix ans, ce qui permet une comparaison dans le temps.

Au total, 73 % des personnes interrogées déclarent avoir une certaine connaissance des États-Unis, tandis que 8 % estiment bien connaître ce pays. Par ailleurs, 24 % indiquent que leur principale source

d'information sur les États-Unis est constituée par les médias, et 21 % déclarent s'informer principalement via Internet, en particulier les réseaux sociaux.

La comparaison entre les résultats de l'enquête de 2025 et ceux recueillis dix ans plus tôt met en évidence une évolution qualitative des sources de connaissance de la culture et de la société américaines. Internet et les réseaux sociaux sont désormais devenus des sources d'information centrales sur les États-Unis, aux côtés des médias traditionnels.

Figure 39. Comparaison longitudinale du degré de connaissance des États-Unis déclaré par les répondants

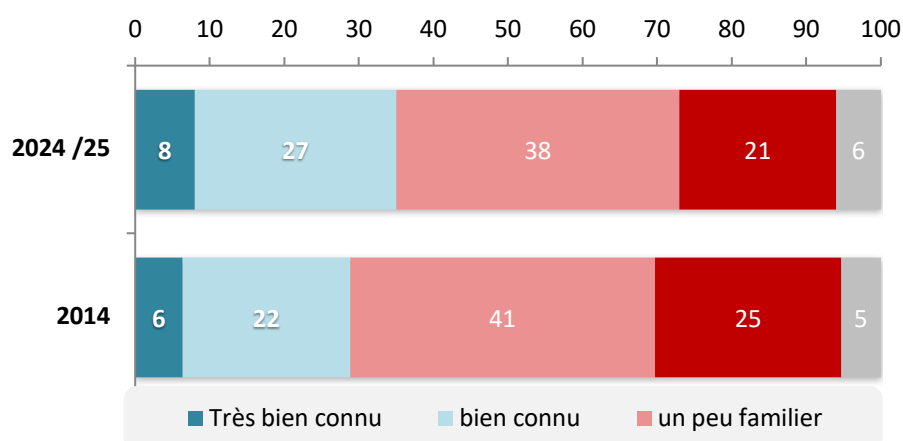
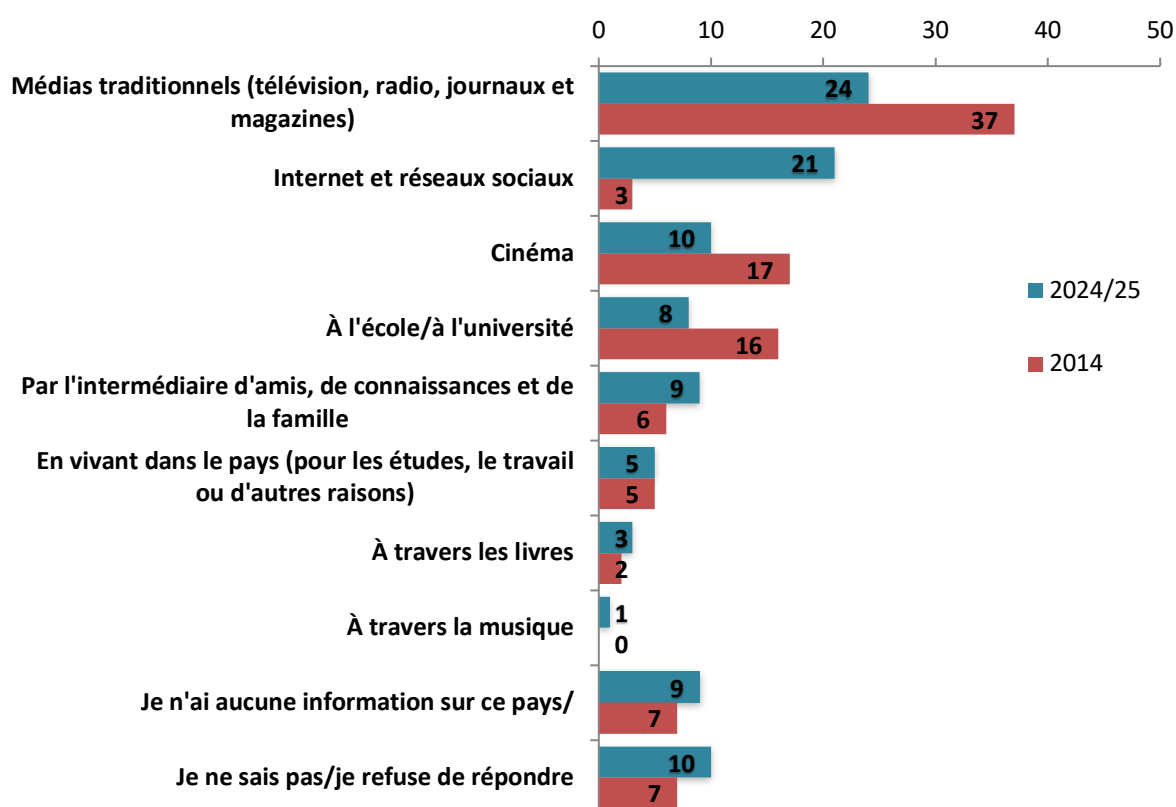


Figure 40. Comparaison longitudinale des sources à partir desquelles les répondants obtiennent la plupart de leurs informations sur la société, la vie, la culture aux États-Unis



Lorsqu'ils ont été interrogés sur leurs sentiments à l'égard des États-Unis en général, 56 % des répondants ont exprimé une opinion négative, un niveau plus élevé qu'il y a dix ans. Parmi eux, 54 % expliquent cette perception négative par la politique étrangère américaine, et non par un rejet des valeurs ou de la culture américaines. À l'inverse, 24 % attribuent leur opinion négative à un désaccord avec les valeurs et la culture des États-Unis.

Interrogés plus spécifiquement sur le peuple américain, 27 % des personnes interrogées déclarent avoir une opinion négative, malgré la distinction faite avec la politique étrangère, contre 19 % dix ans auparavant. En revanche, environ la moitié des répondants indiquent avoir une opinion positive ou neutre du public américain lorsqu'ils mettent de côté la politique étrangère des États-Unis.

Afin d'examiner plus précisément si les attitudes négatives envers les États-Unis reposent sur d'autres facteurs que la politique étrangère, notamment la culture et les valeurs, les répondants ont été interrogés sur leurs préférences dans différents domaines. Les résultats montrent que moins d'un tiers choisiraient les États-Unis pour un traitement médical ou une formation professionnelle. Un quart déclarent privilégier des produits américains lors de l'achat de biens importés, 21 % choisiraient les États-Unis comme pays d'émigration et 14 % comme destination touristique.

La comparaison entre les résultats de l'enquête de 2025 et ceux recueillis dix ans plus tôt révèle un recul marqué de l'image des États-Unis par rapport à d'autres pays. La proportion de répondants indiquant que les États-Unis constitueraient leur premier choix a diminué d'environ 15 à 20 points de pourcentage, ce qui traduit un changement statistiquement significatif des perceptions, largement attribuable à une évaluation critique de la politique étrangère américaine.

Les résultats montrent également une dégradation de l'opinion publique à l'égard de la société américaine. Les répondants se montrent aujourd'hui plus critiques qu'auparavant lorsqu'ils évaluent des affirmations positives concernant la société américaine, telles que la tolérance, le respect des minorités, le caractère démocratique du système, le niveau des arts ou la valorisation des efforts individuels. L'évaluation des politiques américaines dans la région arabe en général, et à l'égard de la Palestine en particulier, confirme une perception largement négative.

En outre, environ trois quarts des citoyens de la région estiment que les politiques américaines menacent la stabilité régionale. Entre 50 % et 66 % considèrent que les États-Unis cherchent à imposer leurs politiques au reste du monde, à contrôler les pays arabes, à accentuer les divisions entre eux et à soutenir des gouvernements non démocratiques. Par ailleurs, 55 % rejettent l'idée selon laquelle les États-Unis protégeraient les droits de l'homme. En revanche, 44 % estiment qu'un changement de la politique américaine à l'égard de la Palestine, notamment la protection des Palestiniens face à Israël et l'arrêt du soutien financier et militaire à ce dernier, améliorerait leur opinion des États-Unis.

Cette évaluation négative des politiques américaines dans la région arabe, et plus particulièrement concernant la Palestine, a profondément influencé l'opinion publique à l'égard des États-Unis. Elle a également contribué à une perception moins favorable de la société américaine et à une baisse de l'attrait

du pays, y compris dans des domaines où il est traditionnellement reconnu pour son avance, comme la médecine, l'éducation et la formation.

Enfin, lorsqu'on a demandé aux répondants comment les populations occidentales, y compris la population américaine, perçoivent les Arabes, 60 % ont estimé que cette image était négative, contre 28 % qui la jugent positive. Parmi les raisons invoquées pour expliquer cette perception négative, 25 % citent des facteurs religieux, 20 % évoquent l'existence de campagnes organisées visant à dénigrer les Arabes, et 14 % estiment que cette image est en partie liée à des comportements jugés répréhensibles ou offensants de la part des Arabes eux-mêmes.

Figure 41. Comparaison longitudinale de la façon dont les répondants décrivent leurs sentiments envers les États-Unis

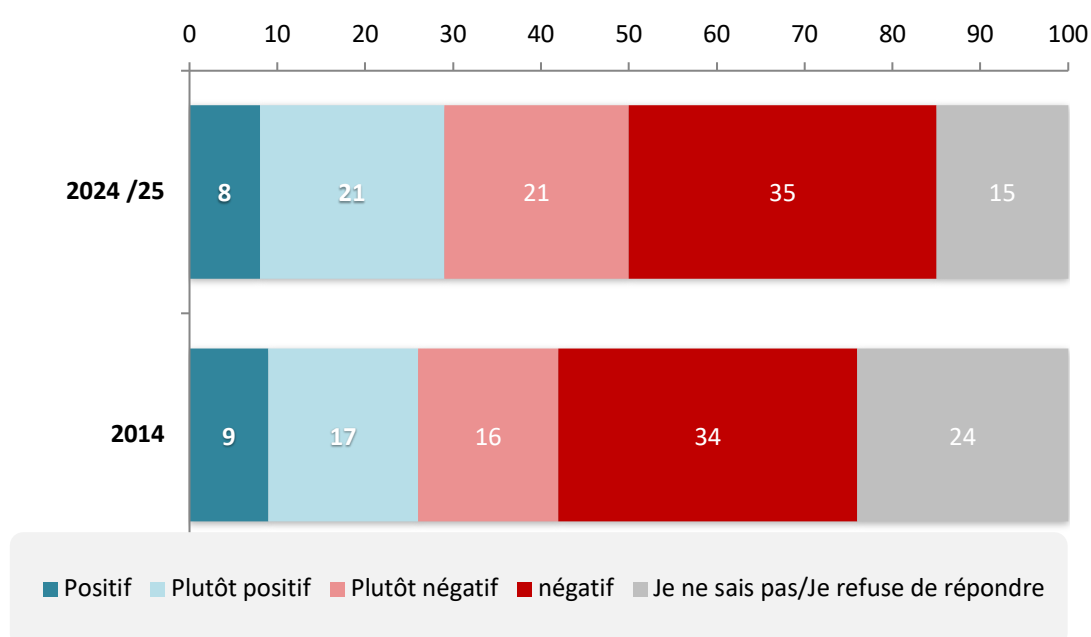


Figure 42. Comparaison entre les pays des réponses à la question : « Laquelle des affirmations suivantes correspond le mieux à votre opinion ? »

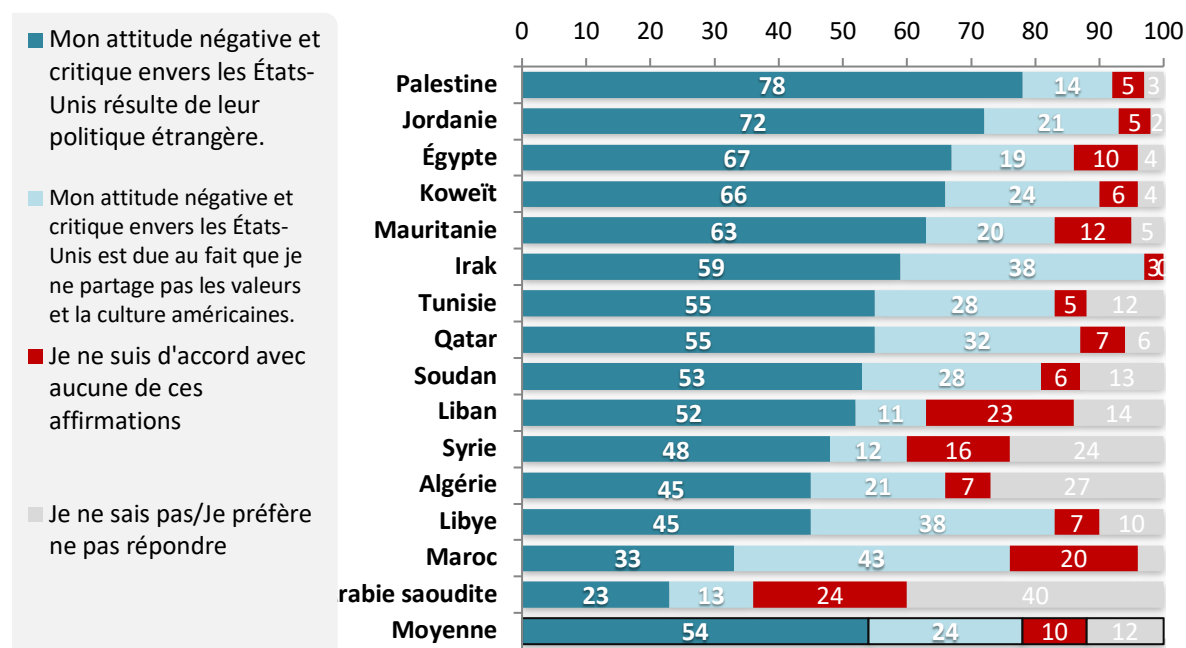


Figure 43. Comparaison longitudinale des réponses à la question « En dehors de la politique étrangère américaine, quelle est votre opinion sur le peuple américain ? »

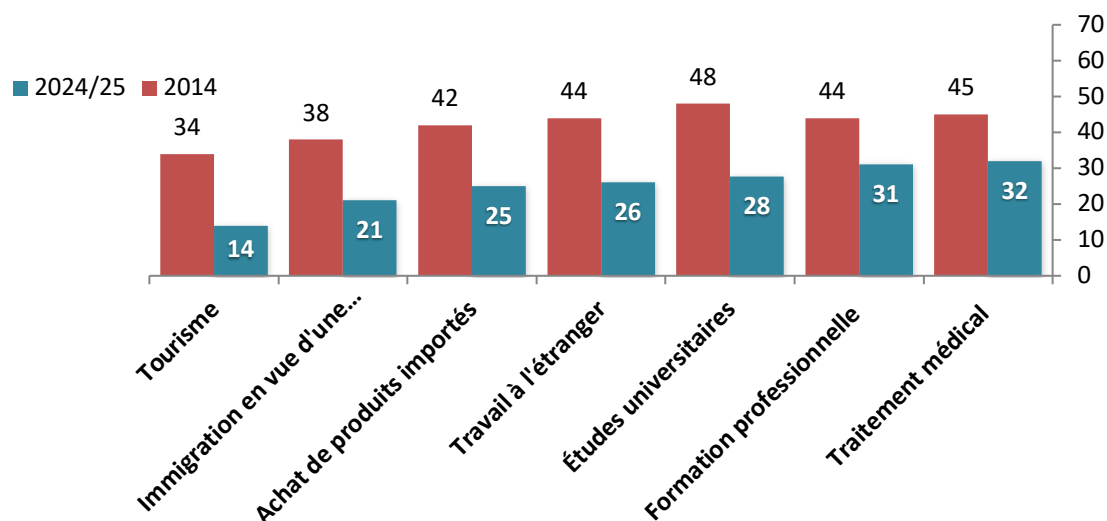


Figure 44. Comparaison longitudinale des activités pour lesquelles les répondants considèrent les États-Unis comme le meilleur pays

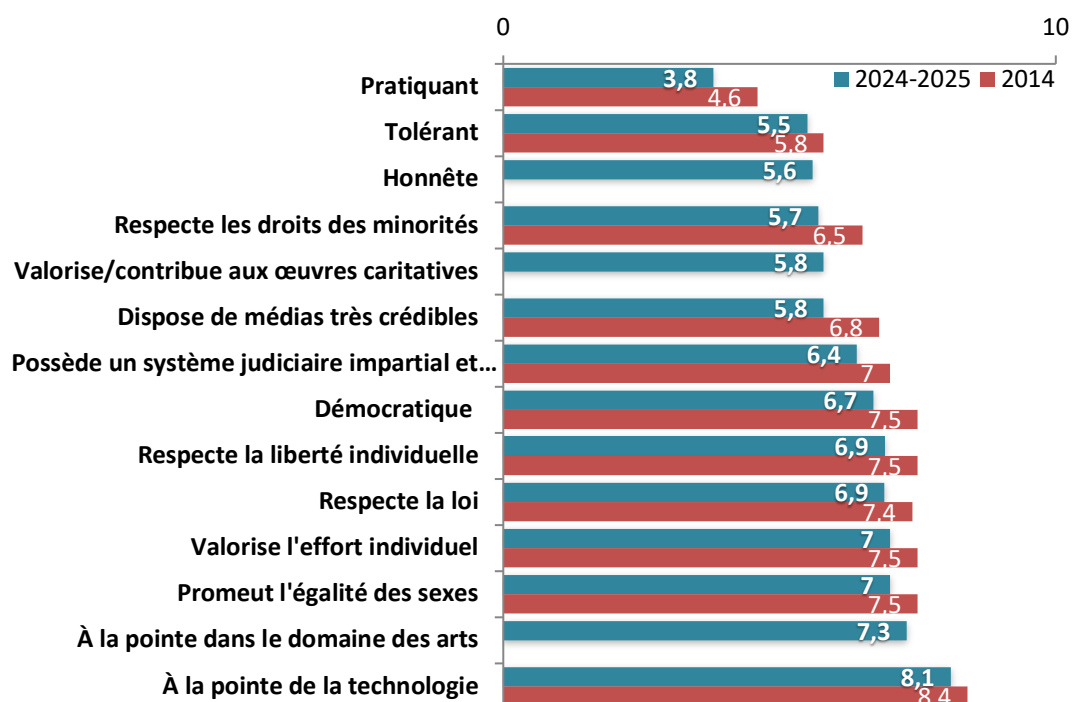


Figure 45. Comparaison longitudinale du degré selon lequel les répondants estiment que les États-Unis sont caractérisés par des valeurs spécifiques (1-10)

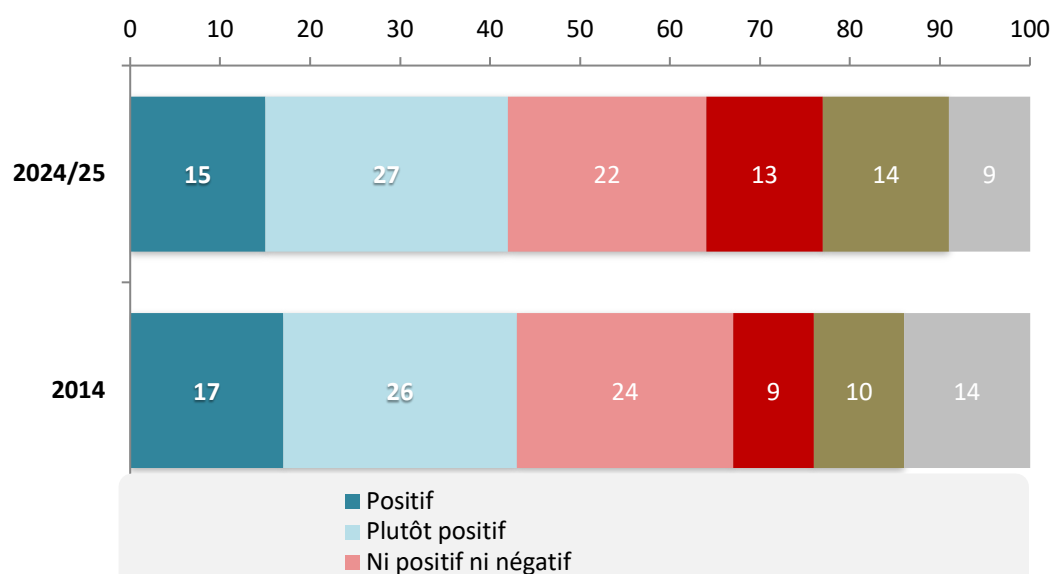


Tableau 4. Niveau d'accord des répondants avec différentes affirmations concernant les États-Unis

	D'accord / plutôt d'accord		En désaccord / plutôt en désaccord		Ne sait pas / refuse de répondre	
	2024/2025	2014	2024/2025	2014	2024/2025	2014
Les États-Unis cherchent à dominer les pays arabes	66	--	2	--	14	--
Les États-Unis cherchent à imposer leurs politiques au reste du monde	62	63	26	24	12	13
Les États-Unis exploitent leur aide étrangère pour imposer leur propre agenda	63	64	23	22	14	14
Les États-Unis exacerbent les divisions entre les États arabes	61	--	24	--	15	--
Les politiques américaines contribuent à l'augmentation du terrorisme dans les pays arabes	58	50	26	30	16	20
Les États-Unis alimentent le sectarisme, les divisions ethniques et le séparatisme dans le monde arabe	58	54	23	25	19	21
Les États-Unis contribuent à la propagation de la corruption financière dans le monde arabe	55	52	28	28	17	20
Les États-Unis préfèrent traiter avec des gouvernements non démocratiques dans le monde arabe	50	--	29	--	21	--
Les États-Unis protègent les droits de l'homme dans le monde arabe	31	34	55	49	14	17

Tableau 5. Réponses à la question « Laquelle des décisions suivantes, si elle était mise en œuvre, améliorerait votre opinion des États-Unis ? »

	2024/2025	2014
Cesser le soutien matériel et militaire à Israël	17	2
Protéger les Palestiniens contre Israël	14	--
Parvenir à une résolution juste de la question palestinienne	13	35
Ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures de notre pays	10	6
Traiter le peuple arabe avec dignité et respect	9	3
Aider à résoudre les défis fondamentaux auxquels nos pays sont confrontés	4	2
Augmenter l'aide économique à la région	3	4
Cesser de soutenir les régimes arabes autocratiques et non démocratiques	3	4
Œuvrer pour mettre fin au programme nucléaire iranien	3	2
Œuvrer à la résolution de la crise syrienne d'une manière qui réponde aux aspirations du peuple syrien	--	6
Renforcer l'aide humanitaire aux régions défavorisées et touchées par la crise dans le monde arabe	--	1
Parvenir à un accord avec l'Iran sur son programme nucléaire	--	1
Mon opinion sur les États-Unis ne s'améliorera pas, quoi qu'ils fassent	9	--
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre	15	10
Aucune autre réponse	0	0
Total	100	100

Figure 46. Réponses des personnes interrogées à la question : « Selon vous, l'opinion publique occidentale a-t-elle une image positive ou négative des Arabes ? »

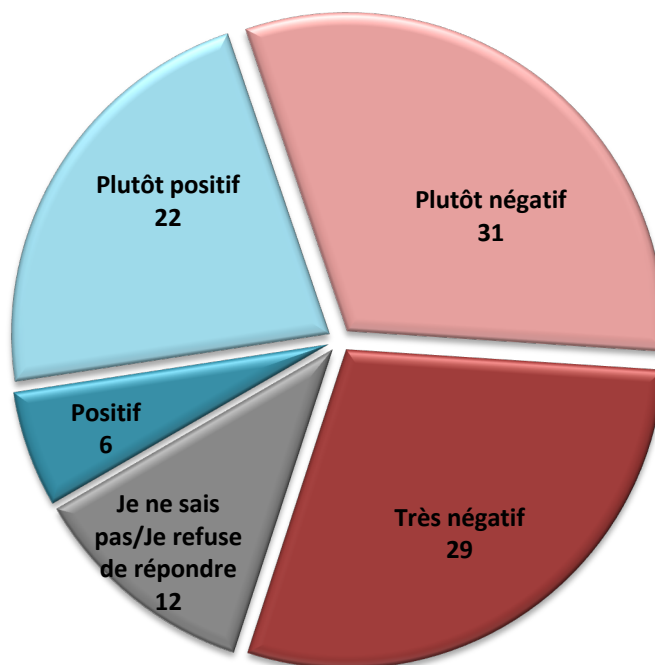
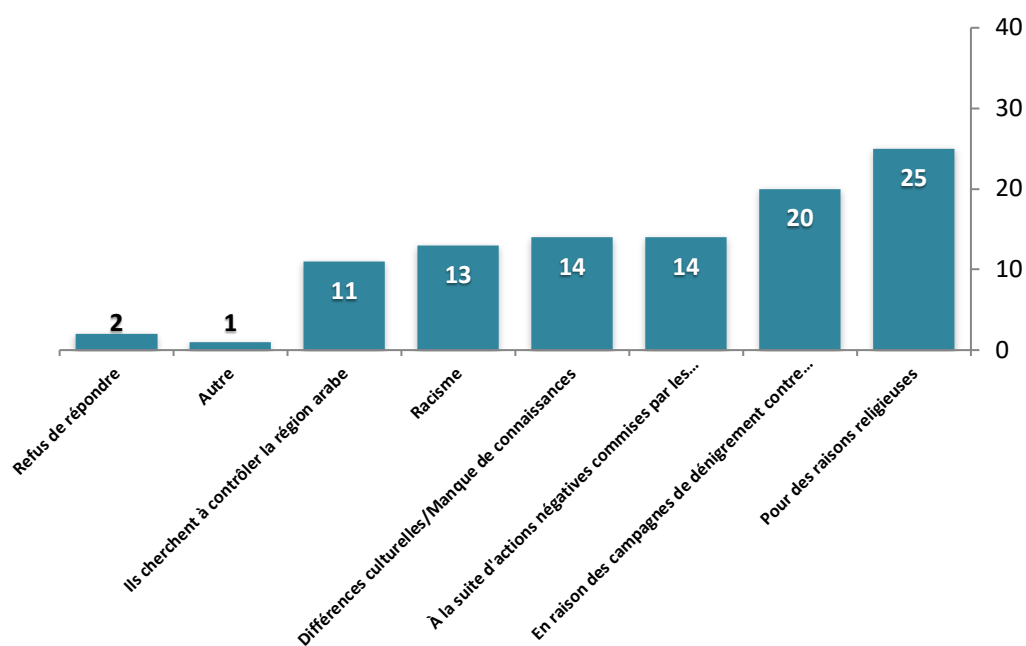


Figure 47. Évaluations des répondants sur les raisons pour lesquelles les populations occidentales ont une opinion négative des Arabes



VII : Réseaux sociaux

L'usage d'Internet continue de progresser : 79 % des personnes interrogées déclarent utiliser Internet, contre 18 % qui ne l'utilisent pas. Parmi les internautes, 90 % se connectent principalement à l'aide d'appareils mobiles, et plus de 98 % possèdent au moins un compte sur les réseaux sociaux, avec des taux variables selon les plateformes. Par ailleurs, 90 % des utilisateurs d'Internet indiquent que l'arabe est leur langue principale en ligne.

Les raisons avancées pour l'utilisation des réseaux sociaux sont diverses. La motivation la plus fréquente, citée par 27 % des répondants, est le maintien du contact avec les amis et les connaissances. Viennent ensuite le suivi de l'actualité nationale (15 %) et l'occupation du temps libre (11 %). En outre, 13 % des utilisateurs déclarent recourir aux réseaux sociaux pour suivre l'actualité et les questions politiques, tandis que 14 % les utilisent pour se tenir informés des tendances.

En ce qui concerne les formats de contenu, 47 % des utilisateurs déclarent préférer les vidéos lors de leur navigation sur ces plateformes, contre 27 % qui privilégient les contenus écrits.

Figure 48. Utilisation d'Internet

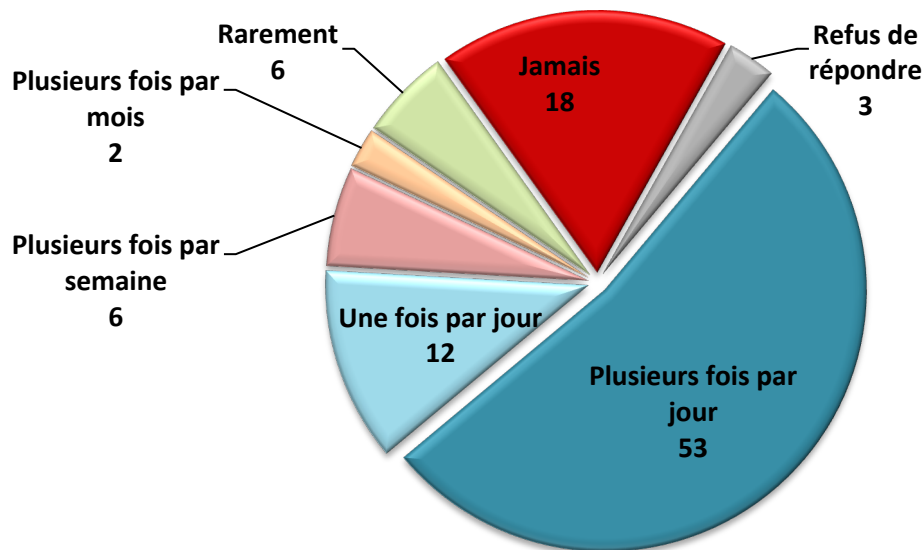


Figure 49. Proportion d'utilisateurs d'Internet possédant différents comptes de réseaux sociaux

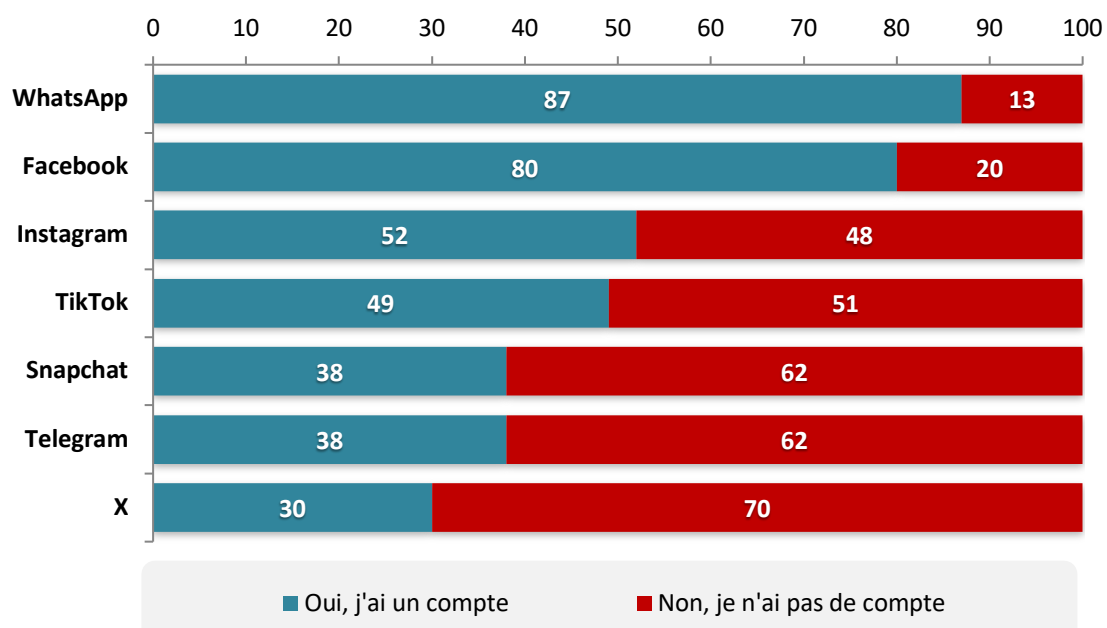


Figure 50. Préférences des utilisateurs de réseaux sociaux en matière d'accès au contenu

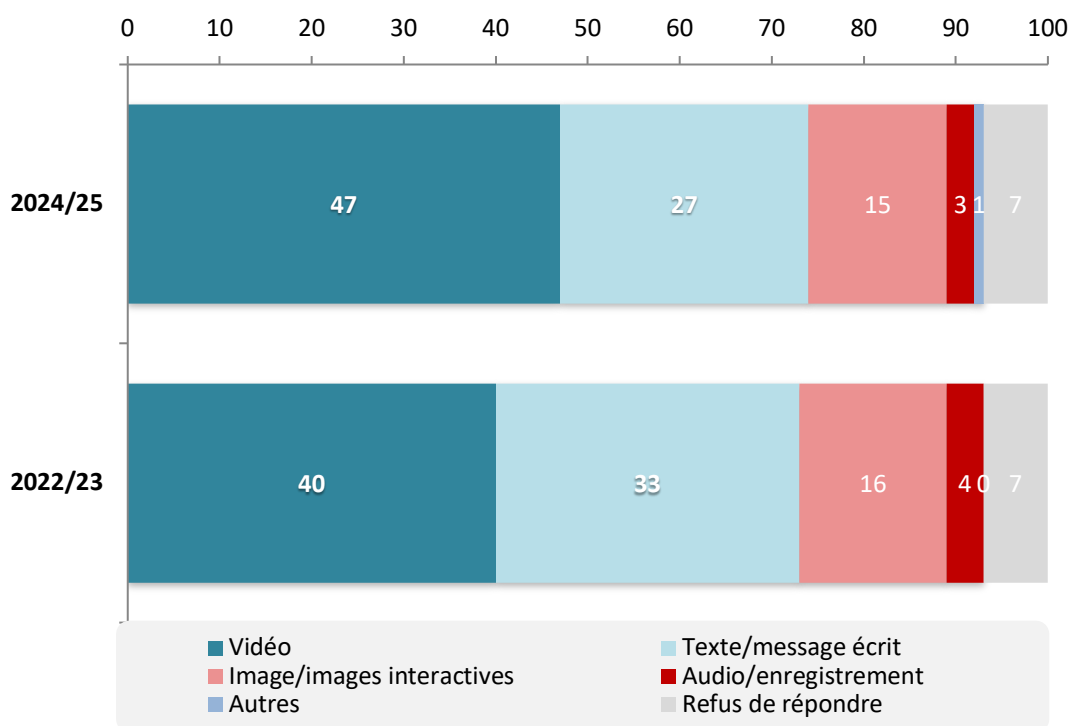


Tableau 6. Principales raisons d'utilisation des réseaux sociaux

	%
Pour rester en contact avec des amis et des connaissances	2
Pour suivre l'actualité locale	15
Pour occuper son temps libre/se divertir	11
Pour suivre les contenus qui m'intéressent	9
Pour me tenir au courant des sujets tendance	9
Pour suivre l'actualité mondiale	8
Pour partager mes activités quotidiennes avec mes amis	7
Pour rencontrer de nouvelles personnes	4
Pour le travail ou pour promouvoir mon domaine	4
Pour partager mes opinions	3
Pour devenir influenceur	1
Autre	0
Je ne sais pas/Je refuse de répondre	2
Pas de deuxième réponse	0
Total	100

En ce qui concerne l'opinion sur les réseaux sociaux, 41 % des utilisateurs déclarent faire confiance aux informations et aux actualités qui y circulent, contre 59 % qui ne leur font pas confiance. Il convient de noter que la confiance dans ces informations a diminué depuis l'enquête de 2020.

La confiance varie selon le type de compte ou de page consulté : 56 % des répondants font confiance aux informations publiées sur les pages officielles, tandis que la confiance envers les autres pages reste inférieure à 50 %. Les niveaux de confiance les plus faibles concernent les contenus diffusés par les comptes d'influenceurs et de célébrités, moins d'un tiers des utilisateurs leur accordant foi.

Étant donné la diversité des usages des réseaux sociaux, plusieurs questions ont été posées aux répondants afin de mesurer dans quelle mesure ils les utilisent pour s'informer sur l'actualité et la politique, exprimer leurs opinions sur les événements politiques et s'engager dans des questions politiques.

Figure 51. Utilisation des réseaux sociaux pour s'informer et suivre l'actualité

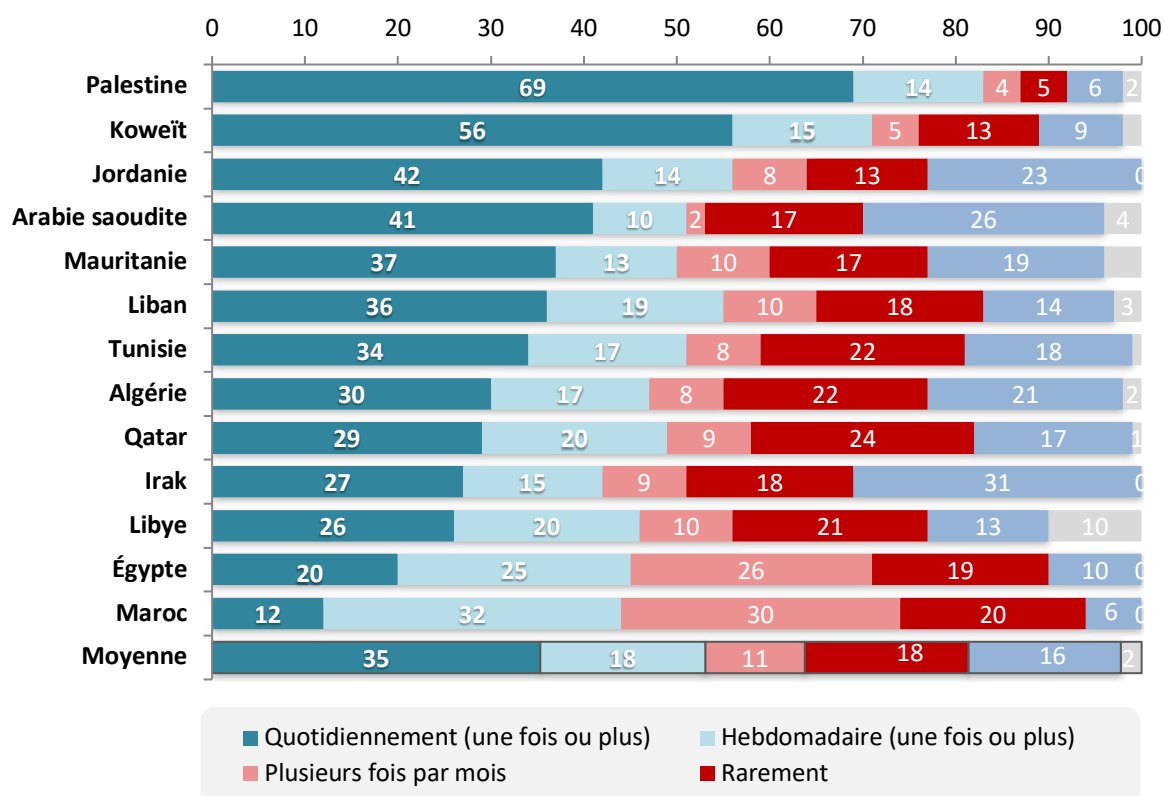


Figure 52. Comparaison longitudinale et régionale de la confiance dans les informations diffusées sur les réseaux sociaux

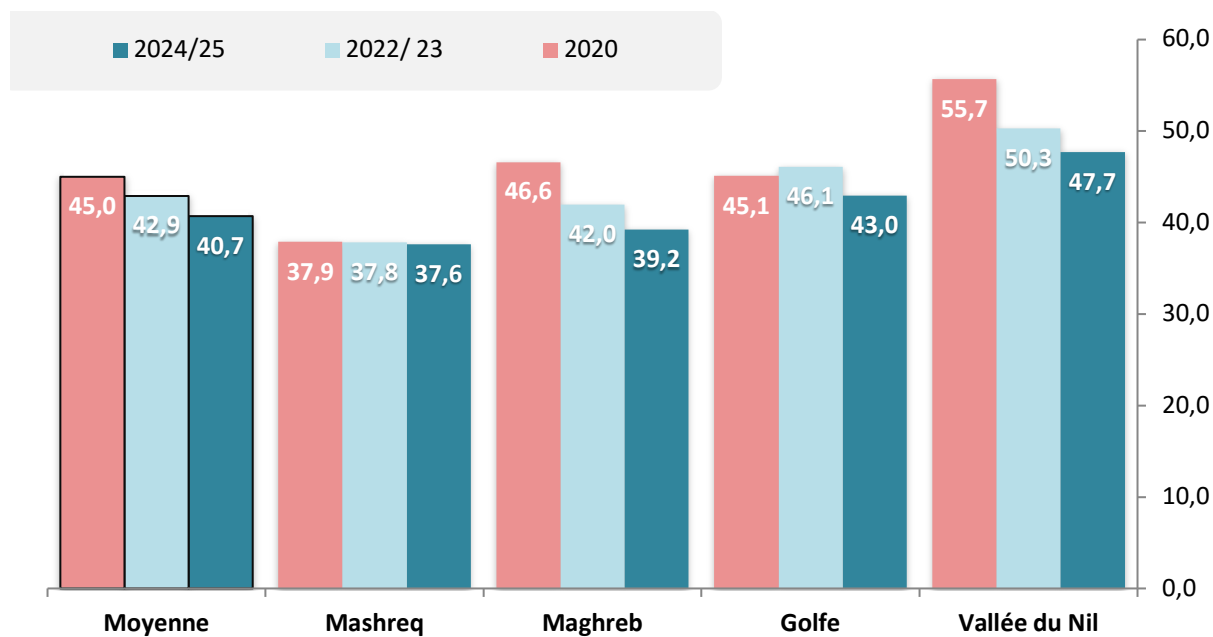


Tableau 7. Niveau moyen de confiance des utilisateurs de réseaux sociaux dans les informations et actualités publiées sur différentes plateformes (comparaison longitudinale)

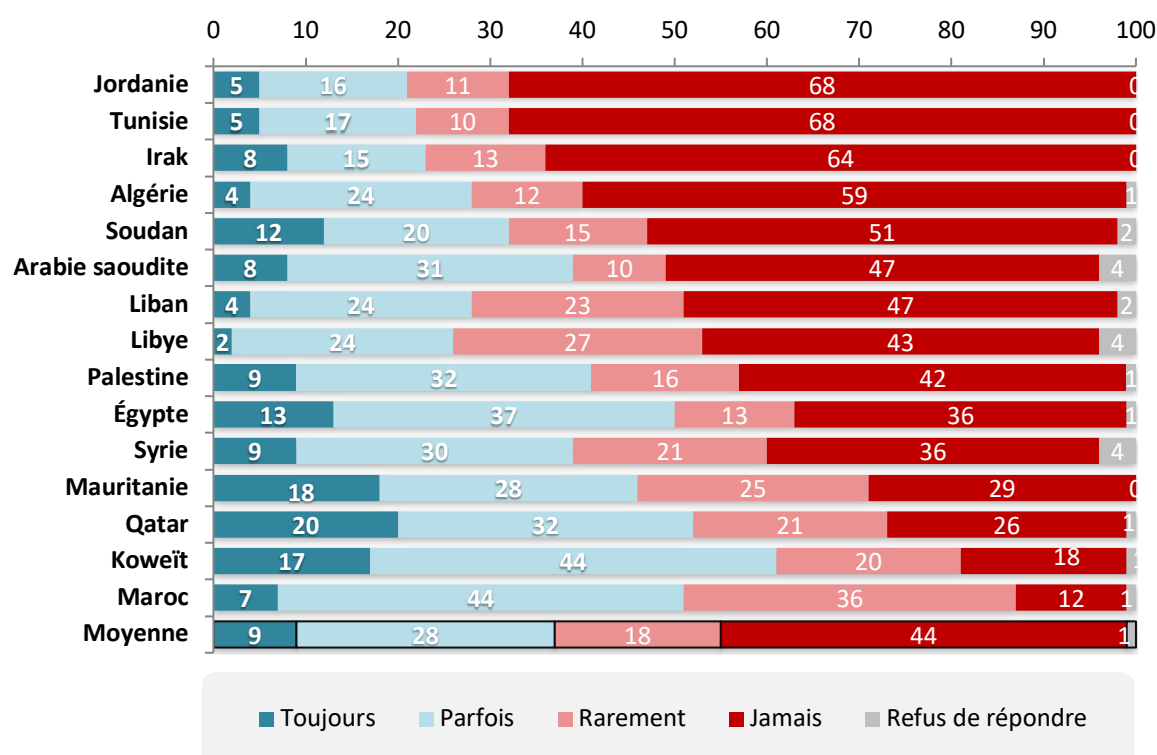
	2024/2025	2022/2023
Pages officielles du gouvernement	55	--
Pages des chaînes d'information télévisées	48,0	48,2
Pages médias/journalistes	44,1	44,3
Groupes d'actualités WhatsApp	38,9	35,5
Salles de presse et groupes Facebook	35,4	34
Pages publiques pour les utilisateurs des réseaux sociaux	33,7	35,1
Pages d'influenceurs et de célébrités	31,8	32,6

VIII : Influenceurs sur les réseaux sociaux

La moitié des utilisateurs des réseaux sociaux déclarent suivre des comptes d'influenceurs. Parmi eux, 9 % affirment les suivre régulièrement, 28 % occasionnellement, et 18 % rarement, tandis qu'environ la moitié des titulaires de comptes sur les réseaux sociaux déclarent ne pas les suivre du tout.

Les résultats varient selon les pays : la majorité des répondants en Jordanie, en Tunisie et en Irak déclarent ne pas suivre les influenceurs, alors que la majorité au Maroc, au Koweït, au Qatar et en Mauritanie indiquent les suivre.

Figure 53. Suivi des comptes d'influenceurs sur les réseaux sociaux



Les résultats montrent que les utilisateurs des réseaux sociaux suivent des influenceurs dans divers domaines, les plus populaires étant ceux spécialisés dans les contenus sociaux, sportifs et politiques. Cependant, le fait de suivre des influenceurs ne se traduit pas nécessairement par une confiance dans leurs publications ni par une influence sur les opinions des abonnés. Parmi les abonnés de comptes d'influenceurs, 52 % déclarent faire confiance aux informations publiées, tandis que 48 % ne leur accordent pas de confiance. De plus, 55 % des personnes suivant des influenceurs estiment ne pas être influencées par ce qui est publié sur leurs pages, contre 45 % qui reconnaissent l'être.

Tableau 8. Influenceurs les plus suivis, classés par ordre d'importance du nombre d'abonnés sur les réseaux sociaux

	Les plus suivis	Deuxième plus suivi	Troisième plus suivi
Influenceurs sociaux	15	12	10
Influenceurs sportifs	12	6	5
Influenceurs politiques	11	7	5
Influenceurs beauté	8	7	8
Influenceurs religieux	9	6	4
Influenceurs culinaires/nutritionnels	6	8	8
Influenceurs dans le domaine de l'éducation	8	7	6
Influenceurs dans le domaine du voyage	5	6	8
Influenceurs santé et médecine	6	6	6
Influenceurs technologiques	6	7	6
Influenceurs fitness	3	4	4
Influenceurs dans le domaine du shopping en ligne	3	3	3
Autres	2	3	2
Refus de répondre	6	0	0
Aucune autre réponse	0	18	25
Total	100	100	100

Figure 54. Qui, selon les personnes interrogées, surveille leur activité sur les réseaux sociaux ?

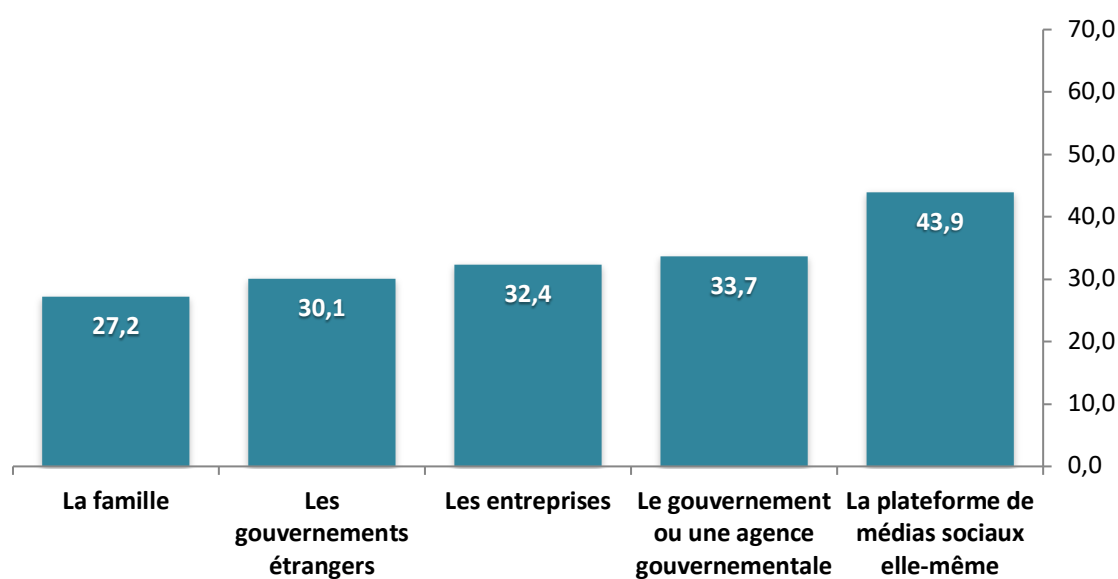


Figure 55. Savez-vous qu'il existe des armées électroniques sur les réseaux sociaux ?

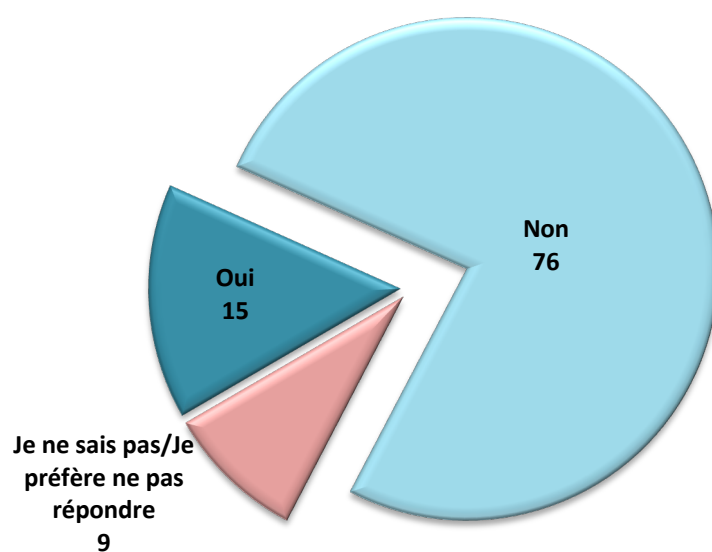


Figure 56. Depuis le début de la guerre à Gaza, avez-vous cessé de suivre certains influenceurs en raison de leur position sur la question palestinienne ?

